



Mémoire de géopolitique
du commandant Hervé TROMEUR
dans le cadre du séminaire « Géopolitique du terrorisme »

Directeur : Professeur François GERE,
Président de l'Institut français d'analyse stratégique

12 Mars 2007

FICHE DOCUMENTAIRE

1. Les conséquences du terrorisme sur la géopolitique russe
2. 2007_memoire_geop_terrorisme-russie_Tromeur
3. Commandant, armée de Terre, TROMEUR Hervé, France
4. 12 mars 2007
5. Division C – groupe C2
6. Mémoire de géopolitique
7. La Russie est directement touchée par le terrorisme. Pour autant, le terrorisme n'est pas un facteur foncier d'affaiblissement. A plus d'un titre, il contribue même à renforcer la Russie, que ce soit sur le plan intérieur ou sur le plan international. D'un point de vue conjoncturel, la personnalité du président Poutine et les difficultés américaines en Iraq peuvent contribuer à cet aspect. D'un point de vue structurel, la Russie bénéficie du pragmatisme des relations internationales et de ses atouts de puissance.
8. Terrorisme, Russie, Géopolitique.

Les conséquences du terrorisme sur la géopolitique russe

SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE : LA RUSSIE, UN PAYS AU CŒUR DE LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Les critiques contre la Russie dans le cadre de la lutte contre le terrorisme : un problème
d'image limité?

La lutte contre le terrorisme, une opportunité de partenariats

DEUXIÈME PARTIE: UN RENFORCEMENT DE LA RUSSIE

La lutte contre le terrorisme, source d'un renforcement interne

Un contexte stratégique favorable à la Russie

INTRODUCTION

Depuis le 11 septembre 2001 et les attentats contre le World Trade Center, les Etats-Unis sont au centre de la lutte contre le terrorisme. Ce phénomène est bien entendu la résultante de l'ampleur de l'attaque dont ils ont été victimes. Mais il est surtout le fruit de leurs répercussions sur la politique américaine avec, notamment, l'intervention en Afghanistan et en Iraq.

De manière plus générale, le terrorisme est un facteur majeur des relations inter-étatiques, dans la mesure où l'attitude d'un pays vis-à-vis du terrorisme conditionne pour le moins sa respectabilité sur la scène internationale voire sa politique étrangère. Il influe également considérablement sur la politique intérieure des Etats et leurs rapports avec les acteurs intra-étatiques et transétatiques.

Dans ce contexte, la Russie semble reléguée au second plan. Pourtant, même si la guerre en Tchétchénie peut être aujourd'hui considérée comme globalement achevée et gagnée depuis que la rébellion a été décapitée avec la mort de Chamil Bassaïev, la Russie est fortement concernée par le terrorisme. En effet, elle apparaît tantôt comme une victime, tantôt comme génératrice d'un terrorisme d'Etat. Fréquemment critiquée pour sa répression brutale et son recours disproportionné à la force, la Russie apparaît aussi comme un partenaire privilégié dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.

Le terrorisme semble de fait jouer un rôle majeur dans la géopolitique russe depuis les années 1990, en prenant pour la géopolitique l'acception suivante : relations avec les pouvoirs étatiques – Etats – les pouvoirs intra-étatiques – mouvements sécessionnistes, rébellions... – et les pouvoirs transétatiques – réseaux criminels, terroristes, multinationales...

Alors que le terrorisme affaiblit les Etats-Unis dans la mesure où la guerre qu'ils mènent contre le terrorisme engendre impopularité, difficultés financières et réduction de leur marge de manœuvre avec des troupes enlisées en Iraq et en Afghanistan, il n'est pas un facteur foncier d'affaiblissement pour la Russie. A plus d'un titre, il contribue même à la renforcer.

Pour s'en convaincre, il conviendra dans un premier temps de se concentrer sur la Russie, un pays au cœur de la lutte contre le terrorisme, en montrant que les critiques contre la Russie dans ce cadre ont un effet pour le moins limité et que cette lutte est plus une source de partenariat que de rivalités. Dans un deuxième temps, il sera possible de montrer que le terrorisme a pu renforcer le pouvoir exécutif russe et que le pragmatisme des relations internationales est favorable à la Russie.

PREMIERE PARTIE : LA RUSSIE, UN PAYS AU CŒUR DE LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME

La Russie est depuis de nombreuses années un pays en lutte contre le terrorisme.

En effet, dès les années 1990, la Russie a été victime du terrorisme islamiste. Elle a été amenée à faire la guerre en Tchétchénie et a connu plusieurs attentats et prises d'otage sur son sol. De fait, elle s'est engagée dans la lutte avant que les Etats-Unis ne lancent leur « global war on terrorism ».

La vigueur avec laquelle elle s'est engagée dans la répression de ce terrorisme a été à l'origine de nombreuses critiques et a provoqué des réactions de la part de nombreux acteurs nationaux et surtout internationaux, réactions propres à nuire à la Russie. La Russie a même été accusée de soutien aux terroristes en raison de ses liens privilégiés avec des pays comme l'Iran.

Pour autant, la Russie met actuellement à profit cette lutte globale le terrorisme afin de renforcer ses relations avec la communauté internationale, bénéficier pour sa sécurité d'une coopération accrue et faire entendre sa voix dans le concert des nations.

Dans les faits, il n'est pas clairement acquis que le terrorisme ait affaibli, directement ou indirectement, l'Etat russe.

1. Les critiques contre la Russie dans le cadre de la lutte contre le terrorisme : un problème d'image limité?

La Russie a fait l'objet de nombreuses critiques sur sa façon brutale de lutter contre le terrorisme. Ces critiques multiples se sont, pour autant, souvent inscrites dans le cadre plus large du respect des droits de l'Homme en Russie, au risque de s'y noyer. Elles ont également été limitées par un usage galvaudé du terme terrorisme et d'un contexte géopolitique qui se concentre plus sur la guerre en Iraq ou encore sur les dangers de la prolifération nucléaire.

11. Des attaques multiples sans réelle efficacité?

La Russie revient régulièrement sous les feux de la rampe en matière de lutte contre le terrorisme. On lui reproche notamment sa gestion de la guerre en Tchétchénie ou encore de crises comme celle des otages de Moscou ou de l'école de Beslan.

Avant de se pencher sur les auteurs et l'objet de ces critiques, il convient d'avoir à l'esprit que la Russie a adopté une approche guerrière russe dans sa riposte face au terrorisme.

Sur le plan conceptuel, plutôt que de criminaliser le phénomène terroriste, tout en se dotant d'un dispositif opérationnel et législatif spécifique, dans un cadre légaliste et avec une finalité judiciaire, la Russie a opté pour un scénario guerrier au sein duquel l'acte terroriste est vécu par les autorités comme une attaque ennemie, à laquelle il convient d'opposer une défense usant des méthodes de combat de nature à protéger le territoire contre une occupation. La spécificité de la guérilla tchétchène, bénéficiant d'une forte structuration géographique et permettant une mobilisation d'effectifs opérationnels terroristes bien plus large que ceux qui sévissent en Europe, a conduit le président Poutine à décrire une Russie « *cible d'Al Qaida et du terrorisme international* ».

Le discours du président Poutine a décrit avec récurrence la guerre « *totale, cruelle, à grande échelle* » à laquelle devait faire face son pays, qui nécessitait l'engagement et la poursuite d'« *une guerre totale contre le terrorisme* », contre des « *séparatistes agents du terrorisme international* ».

Sur le plan organisationnel, les compétences antiterroristes russes sont exclusivement déléguées à un seul service de renseignement, le Federalnaïa Sloujba Bezopasnosti Rossiyskoï Federatsii (FSB)¹, au sein duquel ont été créées des unités spéciales, dont les membres sont dotés selon le président Poutine, dans une logique de conflit armé, de « *l'abnégation des soldats soviétiques de la Seconde Guerre mondiale* ». Le budget du FSB a été d'ailleurs triplé depuis l'élection du président russe. Cette unicité de gestion exclut toute dimension de police judiciaire.

Le volet législatif vient renforcer l'idée selon laquelle la Russie s'affranchit des droits de l'Homme et des libertés individuelles dans le cadre de sa riposte puisque les forces de maintien de l'ordre peuvent, sans contrôle, pénétrer librement chez les particuliers, se

¹ Le Federalnaïa Sloujba Bezopasnosti Rossiyskoï Federatsii ou service fédéral de sécurité de la Fédération de Russie est le service russe de contre-espionnage, héritier du KGB.

livrer à des écoutes téléphoniques, intercepter le courrier, limiter la liberté de mouvement des individus. De plus, les médias sont écartés des théâtres d'opération sensibles.

Enfin, sur le plan opérationnel, les techniques de gestion de crise russes retranscrivent l'approche guerrière de la riposte. Développées hors de tout cadre légal, elles demeurent ancrées dans la tradition russe de « celui qui gouverne n'a pas de comptes à rendre », légitimant le droit de tuer à vue et de mener un combat jusqu'au-boutiste contre l'ennemi. Ainsi, pour la gestion des prises d'otages, les autorités russes privilégient l'intervention immédiate des forces spéciales, avec l'objectif de régler la crise de façon expéditive. Le refus catégorique des autorités de négocier avec les séparatistes tchétchènes et le traitement non démocratique du problème sont affichés et défendus ouvertement, que ce soit après les assauts donnés lors de la prise d'otages de l'hôpital de Boudennousk en 1995 (150 morts), du théâtre de Moscou en 2002 (123 morts) ou de l'école de Beslan en 2004.

Cette approche guerrière est loin de faire l'unanimité et fait donc l'objet de critiques sur tous les plans, avec des nuances en fonction des auteurs de ces critiques.

La Russie est l'objet de réticences, de critiques, sur le plan international, de la part d'autres Etats, d'instances internationales ou d'organisations non gouvernementales. Elle fait l'objet de polémiques en interne.

Ces critiques ont pourtant un impact limité dans la mesure où il n'y a pas forcément unanimité sur la question. La gestion de la crise des otages de Moscou est un exemple probant à cet égard. Les autorités russes ont été sévèrement jugées pour la façon très violente dont elles ont résolu la crise et le manque de coordination entre services de sécurité et services de santé. L'incapacité des forces de sécurité à prévenir cette crise a été mise en exergue et accusations de complicité entre les terroristes et les milieux sécuritaires ont été portées. Pourtant, dans le même temps, certains experts ont considéré que cette gestion était un succès puisque jamais dans l'histoire en une seule opération autant d'otages avaient été libérés et de terroristes tués.

Certaines critiques étaient même susceptibles d'encourager le renforcement du caractère sécuritaire et autoritaire du régime, ou tout au moins de le favoriser. Ainsi, à la suite de la prise d'otages de Moscou, le milliardaire exilé Boris Berezovskii a accusé le président Poutine d'inaction pendant la crise. Dans un communiqué commun avec Aleksandr Prokhanov, éditeur en chef du journal nationaliste "Zavtra," il reprochait à Vladimir Poutine et à ses subordonnés directs de ne pas avoir su apporter une solution à ce drame.

Ce communiqué était également signé par le député de la Douma Viktor Alksnis. Selon eux, une telle attaque n'avait été rendue possible que par la négligence voire la complicité de certains agents de l'Etat. Ils imputaient la mort des otages à la suite des effets du gaz soporifique utilisé par les forces de sécurité au manque de coordination entre les représentants des forces de l'ordre et de la santé. Enfin, ils affirmaient que l'organisation verticale du pouvoir mise en place par le président Poutine avait échoué et que cette crise montrait son incapacité à assurer la sécurité du peuple russe. De son côté, le président russe affirmait que la Russie était victime de sa faiblesse à l'égard du terrorisme international.

De plus, ces critiques s'inscrivent de manière générale dans le cadre plus large des droits de l'Homme : libertés individuelles, droit de propriété, liberté de la presse, liberté des organisations non gouvernementales (ONG), torture, quitte à s'y perdre.

Là encore, on observe une absence d'unité. Ainsi, à propos des décisions de mieux contrôler la presse dans le cadre des crises à la suite de la prise d'otages de Moscou, on observait les réactions suivantes. Certains considéraient que les amendements empêcheraient les journalistes responsables de faire leur travail et donnerait un signal favorable à ceux se contentant de retransmettre la vision des autorités, considéraient ces amendements comme néfastes pour la société, voire inutiles². Au contraire, le président de l'Académie russe de télévision, Vladimir Pozner, approuvait les contraintes de censure à l'encontre des médias en temps de guerre, y compris pendant la guerre contre le terrorisme. Il précisait néanmoins, qu'en l'absence de loi, les journalistes ne devraient pas être sanctionnés et qu'un journaliste devrait rapporter les mensonges du gouvernement s'il avait des preuves solides pour l'étayer.

Par ailleurs, dans le cadre de ces critiques sur le non respect des droits de l'Homme, il apparaît parfois des divergences entre la communauté internationale et le peuple russe. Ainsi, des Russes avaient appelé le FSB pour dénoncer un journaliste qui critiquait l'intervention des forces de sécurité et prônait l'indépendance de la Tchétchénie. Dans un autre registre, le cas de l'affaire Ioukos³ est très intéressant. Ainsi, l'affaire Ioukos a inquiété les partenaires de Moscou, au premier rang desquels Berlin et Washington. Les Etats-Unis ont estimé que cette affaire *«soulevait de sérieuses questions sur la manière dont étaient appliquées les lois en Russie»* et ont jugé que *«cette affaire faisait naître des*

² Ainsi, Mikhaïl Seslavinskii, vice-ministre des Médias avait précisé avant le vote que son ministère ne considérait pas les amendements nécessaires et que son ministère était prêt à défendre les médias des velléités d'un contrôle renforcé.

³ Compagnie pétrolière acquise pendant la vague de privatisations des biens du gouvernement russe au début des années 1990 à laquelle le fisc russe demanda un arriéré d'impôts de plus de trois milliards de dollars à l'été 2004, et, faute de paiement, commença la saisie des biens de la compagnie.

préoccupations parmi les investisseurs nationaux et internationaux quant au respect des droits de propriété en Russie». Les interrogations de Washington ont aussitôt été jugées «*irrespectueuses*» et «*incorrectes*» par Moscou. Les Russes, bien que convaincus du caractère politique et pas seulement pénal de l'affaire, ont conservé leur confiance au Président Poutine qu'ils ont réélu quelques mois plus tard.

Enfin, en raison de la situation sécuritaire, il est parfois difficile de connaître la situation exacte. Ainsi, l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) a fermé son bureau en Tchétchénie du mois de décembre 1998 au mois de juin 2001. Ce phénomène, allié à la difficulté pour les journalistes, russes ou autres, de travailler dans certaines zones comme la Tchétchénie rendent la critique plus difficile.

Quoiqu'il en soit, et c'est peut-être là le fait majeur, ces critiques, en dépit de leur récurrence, n'ont pas eu d'effet négatif foncier sur la politique russe, comme le montrent les exemples suivants.

Lorsque l'on étudie la chronologie du conflit en Tchétchénie, on note qu'au mois de décembre 2001 l'organisation russe de défense des droits de l'homme Mémorial dénonce la détérioration de la situation en Tchétchénie où la population civile subit, selon elle, les exactions d'«*escadrons de la mort*» et de soldats russes devenus «*incontrôlables*». Au mois de janvier 2002, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) renonce à condamner Moscou.

Face au refus de la Russie de négocier même avec les séparatistes modérés, l'ONG des Mères de soldats russes s'est engagée en première ligne pour entamer des négociations de paix avec l'aile modérée tchéchène, notamment avec le représentant de l'ex-président Maskhadov, Akhmed Zakaev. Cet engagement n'a pas changé la ligne russe. Il est intéressant de noter que le président indépendantiste Aslan Maskhadov, qui sans relâche avait appelé Moscou au dialogue, a été tué par une opération commando russe le 08 mars 2005. Quant à Zakaev, ancien vice-Premier ministre du gouvernement Tchétchène élu en 1997, il est aujourd'hui réfugié politique au Royaume-Uni. Dans un article du mois de février 2005⁴, il accusait la Russie d'avoir fait pression pour que cette association ne puisse pas rencontrer les résistants tchéchènes au Parlement européen. Selon lui, la Belgique avait répondu favorablement à ces pressions et choisi le camp russe en refusant les visas aux pacifistes russes.

⁴ International Herald Tribune du 16 février 2005

Pour ce qui est de la presse, le constat dressé par l'OSCE en 2004, n'a pas changé le visage de la Russie. « Une des réussites de la période Eltsine fut la liberté de la presse. Avec Vladimir Poutine, la Russie jouit d'une économie dynamique, d'une plus grande stabilité politique et d'une société civile moins chaotique. Cela s'accompagne cependant d'un contrôle strict des médias d'Etat, selon la Mission Internationale d'Observation des Elections de l'OSCE. La fermeture de stations privées de télévision est également très troublante. Cela soulève d'ailleurs la question de savoir si des médias libres sont une cause ou une conséquence de la démocratie ? Qu'est-ce qu'implique la "dictature de la loi" ? Que cela présage-t-il pour les entreprises ? Qu'est-ce que cela signifie pour l'avenir de la Russie ? ». Pour autant, même si certaines restrictions législatives à l'action des journalistes n'ont pas passé le seuil du parlement, ces derniers notent toujours des difficultés à exercer leur métier, notamment en Tchétchénie.

Par ailleurs, en novembre 2004, à Bruxelles, à la veille du sommet Union européenne-Russie, Human Right Watch (HRW) demandait à ce que les droits de l'Homme soient abordés en priorité, deux mois après que le président Poutine ait proposé de nouvelles mesures visant à supprimer l'élection directe des candidats-députés et l'habilitant à nommer lui-même des gouverneurs régionaux. HRW soulignait que, les chaînes de télévision étant placées sous le strict contrôle du Kremlin, l'opposition rayée du paysage et les autres leaders politiques faisant l'objet d'intimidations de la part d'un Poutine assoiffé de pouvoir, seul l'étranger pouvait encore influencer le dirigeant russe. A propos de la Tchétchénie, où le conflit armé était entré dans sa sixième année, HRW avait demandé à l'Union européenne (UE) d'insister auprès du gouvernement russe pour qu'il mette en place une procédure digne de ce nom obligeant les autorités russes présentes en Tchétchénie à rendre compte des milliers de cas de disparitions forcées⁵, de tortures et d'exécutions sommaires. En 2006, Poutine était habilité à désigner lui-même des gouverneurs régionaux et HRW dénonçait toujours l'usage de la torture en Tchétchénie.

Le 17 janvier 2006, le journal officiel Rossiïskaïa Gazeta a publié la loi controversée sur les ONG, promulguée le 10 janvier par le président Vladimir Poutine. Malgré des amendements apportés au texte initial à la suite de vives protestations de la communauté internationale, la loi réduit toujours considérablement les libertés d'action des ONG russes et étrangères, désormais placées sous le contrôle de l'administration présidentielle. Lors d'une rencontre officielle avec le président russe le 16 janvier 2006, la chancelière allemande, Angela Merkel avait exprimé son inquiétude quant à l'entrée en vigueur de

⁵ Environ 2300 disparitions depuis 1999

cette loi. De manière générale, la communauté internationale avait vivement critiqué cette loi. Cela, pas plus que la résolution de l'APCE condamnant la torture en Tchétchénie, n'a empêché ni la Russie de prendre la présidence du G8 au cours de l'année 2006, ni le président Poutine de recevoir la légion d'honneur au mois de novembre 2006. Cela n'empêche pas enfin l'Allemagne de vouloir améliorer les relations entre l'UE et la Russie à l'occasion de sa présidence de l'Union au premier semestre 2007.

On le voit, les attaques contre la Russie sont multiples mais semblent avoir un effet pour le moins limité.

12. Les limites résultant d'un usage galvaudé du « terrorisme » et du contexte géopolitique

Pour comprendre l'effet limité de ces critiques sur la Russie, par delà les explications avancées supra, il convient de se pencher sur l'usage galvaudé du terme terrorisme, la Russie en lutte contre le terrorisme étant elle aussi accusée de terrorisme, et sur l'attitude de la communauté internationale, plus particulièrement de l'Occident.

Bien que partie prenante dans la lutte contre le terrorisme, la Russie est régulièrement accusée de pratiquer le terrorisme d'Etat ou de soutenir le terrorisme.

L'année 2006 aura été ainsi marquée par les meurtres au retentissement mondial de la journaliste Anna Politkovskaïa (le 7 octobre à Moscou) et de l'ancien agent du FSB Alexandre Litvinenko (le 23 novembre à Londres). A cette occasion, la Russie a été accusée de terrorisme d'Etat. La presse, presque unanime, a désigné d'emblée les services secrets russes et leur chef naturel, Vladimir Poutine. Selon le scénario évident pour beaucoup, Litvinenko en savait trop sur les turpitudes du régime russe et ses services, il fallait le supprimer pour le faire taire. Au lendemain du meurtre de la journaliste d'investigation Anna Politkovskaya, en octobre, à Moscou, tout cela semblait possible, sinon plausible. Pour autant, certains observateurs notèrent que le modus operandi pour assassiner Litvinenko était bien peu professionnel et signifierait un bien faible niveau des Services russes dans l'hypothèse de leur implication. De surcroît, en 2001, Litvinenko avait cosigné un livre intitulé *En faisant sauter la Russie* dans lequel il accusait le FSB d'avoir provoqué les attentats meurtriers de septembre 1999 contre des immeubles d'habitation à Moscou, attentats attribués aux séparatistes tchétchènes. Le livre avait été jugé si peu convaincant, malgré sa thèse anti-Poutine, qu'il ne trouva aucun éditeur en Occident. Plusieurs pistes sont aujourd'hui envisagées. L'une des principales pistes ne

relève pas du terrorisme d'Etat mais de rivalités internes entre des groupes politiques russes, dans la perspective de la succession de Poutine. À travers le FSB, on chercherait ainsi à atteindre les "structures de force" et Sergueï Ivanov, l'actuel ministre de la Défense, leur candidat potentiel pour la présidentielle. Quant à l'assassinat d'Anna Politkovskaïa, il pourrait relever de la même piste ou d'une piste tchéchène et non moscovite.

L'accusation mutuelle de terrorisme d'Etat ou d'utilisation de terroristes par les Etats est également courante entre la Russie et la Géorgie.

Ainsi, à l'automne 2006, le gouvernement séparatiste d'Ossétie du Sud, favorable à Moscou, a accusé la Géorgie d'envoyer des tchéchènes perpétrer des actes de terrorisme dans leur province. La police de la province séparatiste géorgienne affirmait que les quatre saboteurs tchéchènes qu'elle avait abattus étaient mandatés par Tbilissi pour semer le trouble à l'approche d'un référendum d'autodétermination. Les autorités ossètes accusaient la Géorgie de recruter des terroristes pour les déstabiliser. Les combattants tchéchènes étaient entrés dans la province par la vallée de Pankissi. Selon Tbilissi, de nombreux rebelles tchéchènes se seraient réfugiés dans cette vallée pour fuir l'armée russe.

De son côté, Tbilissi a arrêté quatre officiers russes soupçonnés d'espionnage militaire et de liens avec les organisateurs d'un attentat en février 2005. Poutine a qualifié cet acte de « terrorisme d'Etat avec prise d'otages » et a comparé la politique géorgienne à la terreur stalinienne. La Géorgie a répliqué en accusant Moscou de soutenir les séparatistes Ossètes et Abkhazes.

On observe dans les faits un amalgame entre terrorisme, extrémisme et séparatisme.

Cette crise se déroulait sur fond de maintien de l'influence russe dans le Caucase à la suite de la décision de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) d'intensifier le dialogue avec la Géorgie le 21 septembre 2006.

En outre, dans le cadre de ses relations internationales, la Russie est parfois accusée d'être un suppôt du terrorisme en raison de ses liens avec certains Etats. En effet, les Russes, d'une certaine façon, poursuivent la politique de l'ex-Union Soviétique et soutiennent, de la Corée du Nord à l'Iran et la Palestine, tous les parias de la civilisation occidentale. On peut considérer à certains égards que la diplomatie russe soutient à l'étranger, en Palestine notamment, exactement les mêmes gens contre lesquels les Russes se battent à l'intérieur, en Tchétchénie.

La Russie entretient notamment de très bonnes relations avec l'Iran dont elle est le principal fournisseur d'armes et de technologies nucléaires civiles. Dans les années 1990,

Russes et Iraniens, se sont découverts des intérêts communs autour de la stabilisation de l'Asie centrale, l'exploitation des ressources, et la création d'un pôle contre l'hyperpuissance américaine, et l'extension du fondamentalisme sunnite, la lutte contre le trafic de drogue.

En quelques années, l'Iran, avec le concours des Russes, des Chinois et des Nord-Coréens, a profondément modernisé son appareil militaire, qu'il s'agisse des forces conventionnelles ou des missiles balistiques. Il ne reste plus que l'arme nucléaire qui figure comme sa priorité stratégique pour affirmer son leadership régional. Les Russes apportent leur soutien à l'Iran pour tous les projets nucléaires civils, qui s'accompagnent d'ailleurs d'un transfert de technologies. Les Etats-Unis demandent à la Russie de cesser toute coopération dans ce domaine. La réaction de Moscou est très frileuse, partagée entre sa volonté de préserver ses relations avec l'Occident d'une part, et ses intérêts économiques et industriels d'autre part.

La Russie souligne qu'elle déploie des efforts visant le règlement d'ensemble de la crise au Proche-Orient, tant dans le cadre de mécanismes internationaux qu'au niveau des relations bilatérales, y compris avec des mouvements tels que le Hamas. Elle affirme faire pression sur ce dernier et chercher à l'amener à renoncer à la terreur.

Russie et Etats-Unis s'accusent mutuellement, par experts interposés essentiellement, d'être l'un et l'autre à l'origine du terrorisme international. Selon les Américains, le terrorisme international est la résultante des actions passées du GRU⁶ et KGB, de leurs liens avec les milieux islamistes. Il serait même possible de trouver des liens avec Al Qaida. Les Russes, soulignent qu'Al Qaida est née en Afghanistan, fruit des actions américaines utilisant la mouvance islamiste pour contrer l'URSS pendant la guerre froide.

De manière générale, ce mélange d'éléments vrais et faux, de faits prouvés et d'affabulations, tend à réduire la portée des attaques contre la Russie

Enfin, la conjoncture géopolitique et l'attitude de la communauté internationale, notamment de l'Occident, expliquent la portée limitée de ces critiques.

L'attitude de l'Occident envers la Russie est souvent qualifiée de contre-productive. D'un côté il critique l'autoritarisme du régime Poutine, l'accuse d'abandonner les principes démocratiques et de l'autre, lui donne la présidence du G8. Il agit ainsi comme s'il prenait

⁶ Glavnoe Razvedyvatel'noe Upravlenie, service de renseignement militaire russe

acte du fait que la Russie n'est pas une démocratie, et passe au point suivant de l'ordre du jour, comme si de rien n'était.

L'Union européenne a longtemps toléré et tolère encore la politique russe à l'égard de la Tchétchénie, considérant que le conflit est une affaire intérieure de la Russie. L'Union européenne a produit des résolutions sur la Tchétchénie, qui même en condamnant les exactions de l'armée russe, reconnaissent au président le droit de lutter contre le terrorisme et pour garder l'intégralité des frontières. De plus, ses différentes institutions ont pu adopter des positions divergentes. Ainsi, le 19 janvier 2006, le Parlement européen a voté une résolution sur « La situation en Tchétchénie après les élections législatives et la société civile en Russie », critiquant l'attitude initiale du Conseil et de la Commission européenne qui s'étaient déclarés plutôt satisfaits du processus en cours dans la République caucasienne. De fait, les condamnations ne pouvaient avoir qu'une portée limitée.

D'une certaine façon, on peut dresser le même constat avec l'OTAN qui, en dépit de condamnations à l'encontre de la Russie pour ses actions en Tchétchénie⁷, a considérablement renforcé son partenariat.

Le rejet de la Russie du G8 n'est pas non plus à l'ordre du jour, d'autant plus qu'il serait ressenti comme une offense. Ces dernières années, et notamment depuis le 11 septembre 2001, la politique de l'Occident envers la Russie est devenue plus pondérée. On a cessé notamment de critiquer sans cesse la politique russe en Tchétchénie qui n'est pas très différente de ce que font les Etats-Unis en Irak. Les émois liés à Guantanamo, aux avions secrets de la Central Intelligence Agency (CIA) ou encore aux exactions dans la prison d'Abou Ghraib peuvent fournir une piste d'explication à cet égard. De plus, l'Occident semble avoir compris qu'il est bien obligé de traiter avec Poutine et que pour cela, il n'est pas très porteur de le traiter tous les jours de dictateur.

L'évolution de la nature du terrorisme tchéchène a aussi été favorable à la Russie, puisque nous sommes passés d'actions essentiellement séparatistes et de type guérilla à un type de terrorisme international islamiste. Le fait que des femmes tchéchènes puissent commettre des attentats suicide a notamment été mis en avant pour illustrer ce changement de modus operandi terroriste en s'appuyant sur le fait qu'il n'est pas dans la culture tchéchène de

⁷ Ainsi, la résolution 292 du 23 décembre 1999 condamnait l'usage disproportionné de la force, le manque de distinction entre civils et combattants, le non respect par la Russie du Traité des Forces Conventionnelles en Europe, considérait que la crise était trop grave pour être considérée comme une affaire intérieure et appelait au déploiement d'observateurs de l'OSCE et à une résolution pacifique et non exclusivement militaire du conflit. Cette résolution invitait également les membres de l'OTAN à apporter leur aide à la Russie dans sa lutte contre le terrorisme.

voir des femmes impliquées dans de telles actions. Le caractère international des terroristes⁸ allait dans le même sens. Cette évolution venait, d'une certaine façon, atténuer les excès des forces de sécurité russes.

Surtout, la Russie affirme avoir gagné la bataille contre le terrorisme en Tchétchénie. Ainsi, dans sa conférence de presse annuelle face à la presse mondiale du 31 janvier 2006, Poutine affirmait que l'on pouvait « parfaitement parler de la fin de l'opération antiterroriste étant donné que les organes tchétchènes de maintien de l'ordre assument pratiquement la responsabilité essentielle en matière de sécurité ». Depuis, le 10 juillet 2006, le chef rebelle Chamil Bassaïev a été tué et la rébellion décapitée. Au mois d'octobre 2006, Sergueï Karaganov, président du praesidium du Conseil en charge de la politique extérieure et de défense de la Fédération de Russie, soulignait que la Russie avait livré en Tchétchénie le premier combat contre l'expansion du terrorisme islamiste belliqueux et l'avait gagné, à un prix monstrueux il est vrai. Selon lui, il n'y avait plus de medersa wahhabite en Russie. Il n'y a donc plus de raison de critiquer l'attitude de la Russie en Tchétchénie dans sa lutte contre les terroristes.

De fait, l'attitude coopérative de la Russie dans la lutte contre le terrorisme à la suite des attentats du 11 septembre, notamment dans le cadre de l'intervention en Afghanistan, lui a permis non seulement d'atténuer les critiques mais de développer des partenariats nombreux.

2. La lutte contre le terrorisme, une opportunité de partenariats

La lutte contre le terrorisme s'est traduite pour la Russie par une opportunité de partenariats multiples. Elle a pleinement saisi cette opportunité, que ce soit sur le plan bilatéral ou dans le cadre d'organisations internationales, même si ces partenariats ne sont pas exempts de divergences voire de rivalités.

2.1. Un gain en légitimité et une opportunité de partenariats multiples

Amorcé au sortir de la Guerre froide, l'intérêt soudain développé par la Russie pour la violence à caractère terroriste, ignorée durant l'ère soviétique, s'est initialement voulu un vecteur d'échanges avec les pays occidentaux. Les autorités russes ont su tirer profit de

⁸ Pour la prise d'otages de Beslan, on estime qu'il y avait 32 terroristes dont quelques Tchétchènes, des Ingouches, des Ouzbeks et une dizaine d'Arabes.

ce thème de discussion pour asseoir l'évolution de leur pays dans la voie de l'ouverture et de la démocratie.

L'impulsion est née face à la rébellion tchéchène qui, dressée contre l'Etat russe au milieu des années 90, battue militairement au fil des ans, affaiblie numériquement, a eu recours dans sa composante islamiste à l'arme terroriste. Propagée au cœur de la Russie en réponse à la politique de « normalisation » engagée par le président Poutine, l'action terroriste des réseaux djihadistes tchéchènes, menés par Chamil Bassaïev, s'est voulue aveugle, spectaculaire, sacrificielle, en quête d'un écho international, que ce soit à travers des prises d'otages d'une envergure inédite dans l'histoire du terrorisme (théâtre de Moscou en octobre 2002, école de Beslan en septembre 2004), la perpétration d'attentats à l'explosif au cœur de Moscou ou l'explosion en vol d'avions de ligne (août-septembre 2004).

Le souci des autorités russes de bénéficier d'un soutien de la communauté internationale et de légitimer la riposte engagée les a aussitôt conduites à intégrer ces vagues d'attentats dans l'internationalisation de la menace terroriste à caractère islamiste dénoncée depuis les attentats du 11 septembre 2001. En déclarant « *L'ennemi est le terrorisme international qui se forme et se finance sur le territoire de la Russie ainsi qu'au-delà des frontières* », le président Poutine entendait unifier le risque terroriste et bénéficier, dans sa gestion interne, des fruits d'une mobilisation internationale.

Cette exploitation de la rhétorique de la solidarité dans la lutte contre un ennemi diabolique commun permettait à la Russie de faire coup double en défaisant les critiques occidentales sur ses 'affaires internes' au Daghestan, en Ingouchie ou bien sûr en Tchétchénie et en favorisant les développements de partenariats sur la scène internationale.

La déclaration conjointe du président Vladimir Poutine et du Premier ministre canadien Paul Martin, sur la lutte contre le terrorisme le 12 octobre 2004 est emblématique de cet aspect, comme le montre cet extrait:

Nous condamnons fermement les horribles actes de terrorisme commis récemment en Russie, particulièrement l'attentat terroriste brutal et sans précédent dont ont été victimes des enfants innocents de Beslan. Nous offrons nos plus sincères condoléances aux familles éprouvées, ainsi qu'à toutes les victimes de la violence terroriste.

La coopération entre la Russie et le Canada, qui reflète le caractère pluraliste et démocratique de nos pays, représente une importante contribution à la lutte mondiale contre le terrorisme. Nous soulignons que toutes nos mesures de lutte contre le terrorisme seront menées **dans le respect des normes juridiques internationales en matière de**

droits de l'homme et de droits des réfugiés, ainsi que des normes du droit international humanitaire.

Afin de favoriser le renforcement de l'intervention internationale face au terrorisme, la Russie et le Canada poursuivront leur coopération dans le cadre de l'ONU et d'autres organisations internationales, régionales et fonctionnelles, de même qu'au plan bilatéral, pour empêcher de nouveaux actes de terrorisme, enquêter sur les actes de terrorisme déjà commis, et en traduire les auteurs en justice.

De fait, les partenariats qui ont été développés par la Russie sont multiples. Ainsi, à titre d'exemple, loin de l'image d'un ex-KGB renfermé et poussiéreux, le FSB coopérait avec plus de cent services de renseignements et organes judiciaires de 67 pays du monde à la fin de l'année 2005.

Cette coopération a commencé au niveau régional, au sein de la Communauté des Etats Indépendants (CEI).

Ainsi l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC) regroupe différents pays d'Asie centrale: Arménie, Biélorussie, Kazakhstan, Ouzbékistan, Russie et Tadjikistan⁹. Signé en 1992, le traité de sécurité collective faisait figure de bras armé de la CEI, luttant notamment contre le terrorisme et les mafias. Aujourd'hui, avec le déclin de la CEI, l'OTSC reste cependant très active en Asie centrale et apparaît désormais comme le complément politico-militaire de la Communauté Economique Eurasienne (CEEAE), qui regroupe la Russie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan.

Plus récente et issue du groupe informel connu sous le nom de Shangaï Five¹⁰ l'Organisation de Coopération de Shangaï (OCS), créée les 14 et 15 juin 2001 et qui regroupe la Russie, la Chine, le Kazakhstan, la Kirghizie, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan¹¹, dispose d'une structure permanente antiterroriste (RATS) située à Tachkent. Les acquis de cette instance de concertation et de coopération se placent essentiellement dans le domaine de la sécurité avec des manœuvres communes et le RATS. Depuis le sommet d'Astana en juillet 2005, la coopération a été étendue à la lutte contre les séparatismes, le terrorisme, et l'extrémisme (islamique).

⁹ L'Azerbaïdjan et la Géorgie, signataires du traité, ont depuis quitté l'organisation. L'Ouzbekistan a fait de même mais l'a réintégré en 2006.

¹⁰ Organisation créée en 1996 par la Russie, la Chine, le Kazakhstan, la Kirghizie et le Tadjikistan avec pour but d'améliorer les relations entre membres : régler les problèmes de frontière sur l'ancienne frontière sino-soviétique, faciliter la coopération économique.

¹¹ En 2004, la Mongolie est devenue membre observateur, suivie en 2005 par l'Inde, l'Iran et le Pakistan. Ce statut a été refusé aux Etats-Unis.

Cette coopération s'est considérablement développée avec l'ensemble de la communauté internationale, dans le cadre d'organisations dont la Russie est membre ou en partenariat avec d'autres organisations.

Elle s'est notamment inscrite dans le cadre du G7 puis G8. Ainsi, le 30 juillet 1996, la Russie est associée au G7 à Paris dans la définition de 25 mesures pour lutter contre le terrorisme, mesures qui ont été rappelées par l'Union Européenne dans la décision cadre du conseil du 13 juin 2002 relative à la lutte contre le terrorisme. A l'occasion du sommet d'Evian, en 2003, le G8 a adopté un plan d'action pour renforcer la volonté politique et développer les capacités de lutte contre le terrorisme à l'échelle internationale et a créé le Groupe d'Action contre le Terrorisme (CTAG). Ce groupe est destiné à veiller à la cohérence de l'offre d'assistance technique, renforcer le rôle et faciliter l'action du comité du contre-terrorisme des Nations unies et mobiliser les organisations internationales concernées. Outre les membres du G8 (Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni, Russie et Commission européenne), l'Australie, la Suisse, l'Espagne, un représentant du Comité contre le terrorisme du Conseil de sécurité des Nations Unies (CCT) et le directeur du service de prévention du terrorisme de l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDD) participent au CTAG.

La Russie a également fait preuve de dynamisme à l'Organisation des Nations Unies (ONU). Elle a été, par exemple, à l'origine de la résolution 1566, adoptée à l'unanimité le 8 octobre 2004. Coparrainée par la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne, cette résolution, ne comprend pas de véritable définition des actes terroristes mais rappelle le caractère injustifiable d'un certain nombre d'actes érigés en infractions par les conventions et protocoles relatifs au terrorisme. Par contre, ce texte est à l'origine de la création d'un groupe de travail spécifique du Conseil de Sécurité, distinct du Comité du contre terrorisme, chargé de réfléchir à la mise en place d'un mécanisme de sanctions contre les organisations et individus liés au terrorisme, autres que ceux liés à Al Qaida. Ce groupe de travail, nouvellement créé, a été également chargé de présenter des recommandations au Conseil de sécurité des nations unies concernant la mise en place d'un fonds d'indemnisation des victimes d'actes de terrorisme et de leurs familles.

La Russie coopère également avec l'Union Européenne dans le cadre de la lutte antiterroriste. Ainsi, outre la coopération policière et judiciaire prévue au plan d'action de 2002, l'UE assure le volet international de cette lutte en associant la Russie à certains travaux du Comité Politique et de Sécurité de l'UE (COPS). Par ailleurs, dans le cadre du

programme d'aide au développement TACIS, 20 millions d'euros ont été attribués à la lutte contre le terrorisme et le crime organisé à la Russie entre 2004 et 2006.

Enfin, la Russie a multiplié le nombre de partenariats bilatéraux avec d'autres Etats dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, au point de pouvoir surprendre. Ainsi, à Moscou, à la veille du déplacement de Vladimir Poutine en Arabie Saoudite au mois de février 2007, Alexandre Ignatenko, président de l'Institut de religion et de politique (Russie) soulignait que la Russie et l'Arabie luttent en commun contre le terrorisme international. Il mettait en avant le fait que certains des attentats dont a été victime l'Arabie Saoudite depuis 2003 étaient l'œuvre de Tchétchènes, à savoir des terroristes ayant suivi l'école du "djihad" en Tchétchénie. Il se félicitait du fait que les autorités saoudiennes aient décidé de lutter contre le terrorisme alors qu'elles qualifiaient auparavant de « djihad pour la défense de l'islam et des musulmans » les agissements de Chamil Bassaïev.

La Russie a donc pleinement utilisé la lutte contre le terrorisme pour multiplier les partenariats propres à la renforcer, à asseoir sa position internationale. Pour autant, ces partenariats peuvent connaître quelques limites.

22 Des partenariats non dénués de divergences et de rivalités : les exemples de la France et de l'OTAN

Les partenariats développés par la Russie dans le cadre de la lutte contre le terrorisme ne sont pas dénués de divergences, voire de rivalités, qui peuvent aller à l'encontre de la volonté stratégique de liaison sur la question et sur la définition d'axes géopolitiques communs.

Les divergences peuvent relever d'enjeux différents (diversité d'origine des terroristes), ou, de manière sans doute plus profonde, de conception quant à la lutte contre le terrorisme.

L'exemple du partenariat avec la France, qui est assez représentative de la vision européenne de la manière de contrer efficacement le terrorisme, est à cet égard très intéressant.

Ainsi, en termes d'enjeux, si le terrorisme sous label Al-Qaïda concerne les deux pays et que des liens peuvent exister¹², la France est plutôt confrontée à des terroristes originaires

¹² Enquête sur les filières tchéchènes en France

du Maghreb et Machrek tandis que la Russie est davantage victimes de terroristes originaires de Tchétchénie.

Mais c'est sur le plan des méthodes à adopter, que les divergences sont les plus profondes. Ainsi, sur le plan conceptuel, la France a fait sienne la criminalisation du phénomène terroriste, tout en se dotant d'un dispositif opérationnel et législatif spécifique, dans un cadre légaliste et avec une finalité judiciaire.

En termes d'organisation, contrairement au dispositif russe, le dispositif antiterroriste français est caractérisé par une diversité des services spécialisés et centralisés, en matière de renseignement et de police judiciaire, coordonnés par l'UCLAT. Son rôle, indispensable, est d'associer tous les services appelés à connaître de la question terroriste et de suivre l'évolution de la menace globale. La dissymétrie du système organisationnel entre les deux Etats a une incidence sur l'aptitude des services à communiquer. Chacun travaille avec ses propres méthodes, avec ses propres structures. L'absence de culture commune dans les techniques d'enquête et la perception de la riposte ne peut que complexifier les échanges.

Sur le plan législatif, les policiers français disposent de pouvoirs moins importants que leurs homologues russes en raison de la volonté du législateur français d'allier efficacité antiterroriste et respect des droits fondamentaux des individus.

Enfin, en ce qui concerne le niveau opérationnel, le modèle français donne la priorité à la sécurité des otages et la négociation.

Bref, la coopération antiterroriste France-Russie rencontre ses limites dans ce qui sépare les deux Etats. L'enjeu de la France lors des réunions et rencontres bilatérale est de transformer la coopération en vecteur de transposition de son dispositif de lutte antiterroriste, d'apprentissage d'une conception judiciaire et démocratique de la riposte, tant au niveau de la gestion de la menace et des crises que de la répression des actions. Cette volonté d'exporter son savoir-faire et ses méthodes est battue en brèche par une Russie qui affiche, défend et est avide de faire partager sa « guerre contre le terrorisme ».

Pour ce qui est de l'OTAN, le partenariat est sans doute plus complexe dans la mesure où il s'inscrit dans le cadre plus vaste des enjeux de pouvoir et de rivalités entre Russes et Américains. On peut donc parler non seulement de divergences mais également de rivalités pour ce partenariat qui paraît parfois ambigu.

L'OTAN est impliquée dans la lutte antiterroriste. La Russie y est associée et cherche à y accroître son influence, par exemple en renforçant sa présence permanente dans les structures de l'OTAN.

Le nouveau concept stratégique de l'Alliance est marqué, entre autres, par la lutte contre le terrorisme (Sommet de Prague 2002). L'OTAN ne dispose pas de moyens proprement « dédiés » de lutte contre le terrorisme cependant comme toute force militaire, elle concourt à la lutte en offrant : des capacités de combat pour des opérations militaires, des capacités de soutien à des opérations de sécurité civile (NRBC), des possibilités de coopération et de dialogue avec de nombreux pays ou organisations régionales. Avec sa force de réaction, NRF, l'OTAN vise à disposer en permanence de forces capables d'être engagées sur tous les théâtres pour des missions à dominante militaire (dissuasion, missions offensives, rétablissement/maintien de la paix). L'OTAN se place ainsi comme structure capable de :

- mettre en place des mesures défensives et dissuasives d'antiterrorisme (défense aérienne, défense anti-missile, contrôle maritime...)
- de mener des actions de contre terrorisme offensif
- de participer à la gestion des conséquences d'une attaque (aide immédiate, centres de commandement, capacités NRBC...)
- de mettre en place une coopération militaire (notamment avec la Russie) en vue de participer à d'autres initiatives diplomatiques, économiques, sociales et juridiques destinées à une meilleure stabilité régionale.

Aujourd'hui, ces capacités sont mobilisées pour :

- des missions de stabilisation en Afghanistan
- des missions de contrôle maritime/lutte contre le terrorisme en Méditerranée « *Active Endeavour* »

Le terrorisme a contribué à renforcer les liens entre l'OTAN et la Russie.

Etablies par « l'Acte fondateur », signé à Paris en mai 1997, les relations OTAN - Russie s'ordonnaient initialement dans le cadre du Conseil permanent conjoint dont la troïka (le secrétaire général de l'OTAN, la Russie et un allié par rotation trimestrielle) assurait la présidence. L'OTAN considérait qu'il s'agissait de forums pour y présenter à la Russie des décisions agréées à 19. A la suite des événements du 11 septembre 2001, au cours du sommet de Crawford, les présidents américain et russe, et simultanément Tony Blair, dans une initiative écrite adressée à M. Poutine (16 novembre 2001), ont lancé l'idée d'y substituer une nouvelle instance de coopération avec un nouveau format « à 20 ». Ceci a

débouché sur la création d'un nouveau Conseil OTAN - Russie lors du Sommet de Rome le 28 mai 2002. Ce conseil rassemble les 26 alliés et la Russie afin d'identifier et de chercher à exploiter les possibilités d'action conjointe « à 27 ».

En septembre 2004, le conseil OTAN-Russie s'est réuni en session extraordinaire après la série d'attentats terroristes contre la Fédération de Russie. Le 09 décembre 2004, ce conseil a adopté un plan de lutte contre le terrorisme. Ce plan fixe des mesures destinées à renforcer la capacité des deux parties d'agir, individuellement et collectivement, dans trois domaines essentiels : prévention du terrorisme ; lutte contre les activités terroristes ; gestion des conséquences des attentats terroristes. Un mémorandum d'entente sur la participation de la Russie aux opérations navales antiterroristes dirigées par l'OTAN en Méditerranée a aussi été signé à cette réunion.

Ce nouveau conseil a institué un mécanisme de consultation, d'établissement de consensus, de coopération, de décision et d'actions conjointes. Il a permis des progrès dans l'évaluation de la menace terroriste dans la zone euro – atlantique. Dans le domaine de la gestion des crises, l'effort se porte désormais sur l'interopérabilité, la standardisation, la formation et les exercices communs. Ainsi, au cours de l'année 2006 ont eu lieu différents exercices comme un exercice de défense contre les missiles de théâtre à Moscou ou encore un exercice OTAN-Russie de réaction à une situation d'urgence, à savoir un attentat à la « bombe sale » en Italie. Mais surtout, pour la première fois depuis que la Russie avait renoncé à l'été 2003 à participer aux opérations de maintien de la paix par l'OTAN dans les Balkans, l'OTAN et la Russie ont repris leur coopération opérationnelle puisqu'un navire russe s'est associé à l'opération Active Endeavour.

Pour autant, la coopération entre la Russie et l'OTAN n'est pas exempte de divergences dans le domaine du terrorisme. L'exemple du Kosovo est intéressant à cet égard. Au moment de la crise, les Russes considéraient que les séparatistes albanophones n'étaient qu'une minorité. A leurs yeux, les forces séparatistes étaient concentrées au sein de l'Armée de libération du Kosovo (l'UCK) dont les activités se résumaient en « la lutte armée pour faire sortir le Kosovo de la Yougoslavie » et en « l'activité terroriste et le séparatisme ouvert ». Selon le ministre des Affaires étrangères Ivanov, la Russie disposait de renseignements fiables concernant les bases de terroristes au Kosovo et leurs canaux internationaux de ravitaillement en armes et munitions qui s'étendent au Moyen-Orient et en Afghanistan, renseignements que la Russie avait transmis à ses partenaires occidentaux mais que ces derniers n'avaient pas utilisés pour enrayer ces canaux, d'autant plus qu'ils possédaient leurs propres sources d'information. La Russie gela ses relations avec

l'Alliance en réplique au déclenchement des opérations militaires contre la Serbie, avant de reprendre des contacts puis de renforcer sa coopération.

L'élargissement de l'OTAN est sans doute, avec le déploiement d'un bouclier anti-missiles dans les anciens pays du pacte de Varsovie, le plus sensible. Comme nous l'avons vu supra, les accusations mutuelles de terrorisme d'Etat entre la Russie et la Géorgie à l'automne 2006 s'inscrivaient dans le cadre de rivalités pour le contrôle de la région et sur fond d'élargissement de l'OTAN. Il convient d'avoir à l'esprit que la Russie n'était pas favorable à l'élargissement de l'OTAN aux pays de l'ex-pacte de Varsovie. Elle a même pu émettre l'idée que pour garantir la sécurité de ces pays, ce n'était pas à l'OTAN de s'élargir vers l'est mais à la Russie d'aller vers l'ouest. Même si elle a entériné les élargissements passés de l'OTAN, la Russie reste très sensible sur la question et encore davantage sur un élargissement possible à l'Ukraine et à la Géorgie. En novembre 2006, à l'occasion du sommet de l'OTAN à Riga, la Russie a organisé un contre-sommet de la CEI à Minsk pour marquer son opposition à la tenue de ce sommet dans son ancienne sphère d'influence et à l'élargissement de l'OTAN à certains de ses ex-satellites. Plus récemment, Vladimir Poutine a de nouveau violemment critiqué cet élargissement et le déploiement possible d'un système de défense anti-missiles en Europe.

Ainsi, si la Russie a pu faciliter l'intervention de l'OTAN en Afghanistan, elle n'est pas prête à accepter toutes les conditions d'une organisation proche des Etats-Unis et son extension durable dans son pré-carré. L'OCS illustre cette volonté si on en croit la presse russe. Celle-ci la présentait, au moment de sa création, comme une alternative à l'OTAN, susceptible de faire pencher de son côté l'Inde, qui devrait permettre à Moscou et Pékin d'agir contre l'influence des Etats-Unis. L'adoption d'une conception de lutte commune contre le terrorisme, l'expansionnisme et le séparatisme devait permettre aux pays de l'OCS d'agir contre l'influence des Etats-Unis dans la région et d'empêcher de nouvelles 'révolutions de couleurs'.

La lutte contre le terrorisme a donc permis à la Russie d'asseoir sa place sur la scène internationale et de multiplier les partenariats. Ceux-ci, qui ne sont pas exempts de divergences voire de rivalités, peuvent même s'opposer l'un l'autre (OCS versus OTAN) au nom d'enjeux en apparence similaires. Ils laissent ainsi poindre un pragmatisme de la politique russe et accèdent la thèse d'un renforcement de la Russie grâce à la lutte contre le terrorisme.

DEUXIEME PARTIE : UN RENFORCEMENT DE LA RUSSIE

Si la Russie a fait l'objet de nombreuses critiques dans le cadre de sa lutte contre le terrorisme et que les partenariats, favorables dans l'ensemble, ne sont pas exempts de limites, il semble que le terrorisme ait contribué à renforcer la Russie. Il a tout d'abord contribué à un renforcement interne en facilitant l'adhésion du peuple russe derrière son exécutif et à un regain de puissance de cet exécutif. Il a ensuite permis à une Russie confortée par cet appui intérieur de regagner en puissance, à la fois du fait de ses actions, de ses atouts, du pragmatisme des relations internationales et des difficultés conjoncturelles américaines.

1. La lutte contre le terrorisme, source d'un renforcement interne

La lutte contre le terrorisme a permis un renforcement interne de la Russie. En effet, elle a largement contribué à la popularité du président Poutine. De plus, elle lui a permis de renforcer l'exécutif russe.

11. Cohésion du peuple derrière son président

Tous les observateurs s'accordent pour reconnaître que la lutte contre le terrorisme a été un atout pour Poutine.

Le président Poutine, bien qu'il soit souvent considéré comme ayant réduit la démocratie en Russie, bénéficie d'un réel soutien de la part du peuple russe. En ce début d'année 2007, les chiffres officiels de soutien sont au zénith. Dans le sondage du mois de janvier 2007 de l'institut Levada¹³, considéré comme le plus fiable du pays, 81 % des Russes disent avoir «*confiance*» en leur Président. Depuis sa première élection en 2000, la popularité de Vladimir Poutine oscille entre 60 et 84 % et n'a fait que se renforcer ces derniers mois. De fait, à de rares exceptions près¹⁴, la popularité de Poutine est très forte, estimée entre 60 et 84% depuis son élection en 2000.

Cette popularité n'est pas uniquement due à la propagande des médias sous la coupe du Kremlin mais aussi à la satisfaction de la population.

¹³ Institut de sondage « non officiel »

¹⁴ A certaines périodes de l'année 2005, marquées par des mouvements sociaux, la popularité de Vladimir Poutine oscillait alors entre 32 et 38%.

Cette satisfaction s'explique en grande partie par des aspects économiques. En effet, même si la réduction des différences sociales est perfectible, la population est satisfaite du fait que les salaires et les retraites soient payés à temps, et augmentent. Tombé dans les années 90, le niveau de vie moyen des Russes s'est fortement redressé ces six dernières années : de 67 euros par mois et par habitant en 2000 à 291 euros en 2006. Le sentiment de mieux-vivre a suivi. En 2000, 73 % des Russes avouaient ne pas gagner assez pour s'acheter à manger ou s'habiller selon les études de l'institut de sondage Vtsiom. En 2006, la proportion de ces pauvres était tombée à 44 %¹⁵. La lutte contre le terrorisme a d'ailleurs contribué de façon indirecte à cette amélioration puisque l'intervention des Etats-Unis en Iraq a provoqué une forte hausse des cours du pétrole dont ont bénéficié les Russes sur les plans économique et social.

Mais cette satisfaction tient aussi largement dans le fait que le risque de dislocation du pays soit écarté, que le pays se soit affirmé sur la scène internationale et que Poutine ait reconquis la Tchétchénie et mis fin à la guerre. Que Vladimir Poutine soit arrivé au pouvoir en relançant cette guerre en 1999 et qu'il ait rétabli la paix au prix de dizaines de milliers de morts semble déjà gommé ou dilué dans les autres mérites de son règne.

Peu avant l'élection présidentielle de 2000, un sondage du journal russe Itogi montrait que les Russes, toutes tendances confondues, admiraient chez l'homme ce qui manquait chez son prédécesseur : la jeunesse, la sobriété, le dynamisme, l'ouverture. Actuellement, ce sont les valeurs de fermeté, d'intransigeance, de rectitude incarnées par les officiers du FSB, qui trouvent un écho populaire dans la société russe. Cette dernière exprime une grande confiance dans les valeurs tchékistes auxquelles le président se dit fidèle.

La réelle popularité de Vladimir Poutine, au moins jusqu'à sa réélection, était fondée sur une image d'homme fort : dans leur immense majorité, les Russes aspirent à la stabilité. C'est principalement sur cette image, confirmée par les décisions intransigeantes et la fermeté du président notamment sur la question tchéchène, que Poutine a alimenté sa popularité exceptionnelle, maintenue pendant son premier mandat, au-dessus des 70% d'opinion favorable. Le président Poutine a pu constater que l'intransigeance sur la Tchétchénie était payable électoralement.

Sa fermeté face à la Tchétchénie avant son élection lui a attiré la faveur d'un public frappé par la psychose des attentats. La popularité durable de Vladimir Poutine tient peut-être en partie à son idéal patriotique. Il offre à ses concitoyens le rêve d'une renaissance de la

¹⁵ D'autres chiffres font état d'un recul de 60 à 20% de la population sous le seuil de pauvreté.

Grande Russie des tsars, glorieuse, loin de l'humiliation des années de marasme qui ont suivi la chute de l'empire soviétique. Son discours simple, simpliste même, prône les valeurs du pays.

Avec Poutine, la Russie a aussi regagné une place sur la scène internationale. Le tournant a eu lieu en 2003 avec la guerre en Irak, quand l'homme fort de la Russie a tenu tête à George Bush, le président des Etats-Unis. Plus anecdotique mais fortement symbolique, le 22 septembre 2006, le président Jacques Chirac a remis la légion d'honneur à son homologue russe.

En 2008, le deuxième mandat de Poutine arrive à terme et la Constitution russe interdit au chef de l'Etat de briguer un troisième mandat consécutif. Dans les sondages effectués auprès des 18 - 35 ans, deux jeunes sur trois se disent prêts à soutenir leur président s'il décidait de violer la Constitution pour continuer à diriger le pays. Selon le professeur Jacques Sapir, ceci s'explique par le fait que Poutine a sorti ces jeunes de ce qu'il qualifie de chaos eltsinien et représente un espoir pour eux, au point d'être leur de Gaulle.

Par ailleurs, les critiques internationales à l'encontre de la Russie dans sa façon de contrer le terrorisme ont pu favoriser les dirigeants russes. Ainsi, le déferlement des sentiments anti-Poutine à l'extérieur de la Russie et en particulier en France, à l'occasion de la tragédie de Beslan, a été largement vécu par les Russes eux-mêmes comme une manifestation d'hostilité à leur pays. Alors que le règlement de la prise d'otages de Moscou a fait l'objet de vives critiques de la part de la communauté internationale, le peuple russe a soutenu son président.

En dépit de la controverse liée à l'usage de gaz soporifiques par les forces de l'ordre, un sondage réalisé à l'époque montrait que 85% des Russes soutenaient les actions de Vladimir Poutine durant la crise. 82% jugeaient les actions des services de sécurité comme très bonnes ou bonnes. Seuls 10% les jugeaient médiocres. Seuls 9% des 1600 personnes interrogées exprimaient de la sympathie ou de la compréhension à l'encontre des actions des preneurs d'otages.

Le même sondage illustre le soutien des Russes à une répression brutale. 54% des sondés répondaient par l'affirmative au fait que la Russie devait répondre à cet incident par des mesures décisives contre les combattants tchéchènes, similaires à celles prises par les Etats-Unis en Afghanistan à la suite du 11 septembre 2001. 46% étaient favorables à la poursuite de la guerre en Tchétchénie et 49% considéraient que les forces fédérales

manquaient de fermeté en Tchétchénie tandis que seuls 9% considéraient que les forces agissaient de manière trop ferme.

Le terrorisme a ainsi contribué largement à rassembler le peuple russe derrière son président qu'il considère comme un homme fort, dont il a apprécié la fermeté lors des situations de crise et auquel il ne voit pas d'alternative crédible. Ce faisant, il a renforcé l'assise de son président et de la Russie.

12. Un contexte favorable au renforcement de l'exécutif

Le contexte a favorisé le renforcement du pouvoir exécutif, notamment dans le cadre de deux lois, celle sur le terrorisme et dans une moindre mesure celle sur les ONG. La lutte contre le terrorisme a également servi de levier à la Russie pour préserver ses intérêts dans le Caucase. Ceci a été facilité par une approbation tacite de la population.

Le second conflit tchéchène a revêtu un enjeu stratégique fondamental pour permettre le renforcement de l'exécutif russe.

Dans son projet politique de reconstruction de l'Etat russe, Vladimir Poutine s'est appuyé sur les représentants de l'ordre, sur la reprise en main de l'armée déliquescence et la multiplication des services de renseignements et de police. Il a fait le choix de mobiliser ces réseaux d'influence dont il est familier. Dans ce contexte, l'opération antiterroriste menée en Tchétchénie depuis 1999, lui a offert le support de réintroduction des structures de force au cœur de l'exercice du pouvoir politique. Outre la valeur historique de la force dans l'histoire russe, de l'empire à la fédération soviétique, le déroulement concomitant de la seconde guerre tchéchène avec la présence de l'équipe de Poutine au pouvoir, a contribué à généraliser et à légitimer des valeurs sécuritaires.

La reconstruction politique de l'Etat par Vladimir Poutine s'est accompagnée d'un regain de nationalisme facilité par le terrorisme. Ainsi, en 2005, un site internet avait été lancé avec l'appui du FSB. Intitulé Antiterror, il offrait des informations contre le terrorisme et stipulait « Une guerre est lancée contre la Russie par le terrorisme international. (...) Il y a 60 ans nous avons vaincu le fascisme. Aujourd'hui, notre ennemi c'est le terrorisme ». Le conflit en Tchétchénie et la rhétorique antiterroriste ont permis au président Poutine de s'affirmer comme un chef à la main de fer. Ils ont facilité la propagande du Kremlin et renforcé la légitimité des mécanismes de contrôle sur l'ensemble du territoire russe.

La loi sur les ONG et les mesures successives contre le terrorisme (notamment celle de 2006) ont permis de renforcer le poids de l'exécutif et de limiter la contestation.

La loi sur la répression du terrorisme adoptée au mois de février 2006 par la Douma à la quasi unanimité¹⁶ confère de larges pouvoirs aux forces chargées du maintien de l'ordre (services de sécurité, ministère de l'intérieur) et étend le champ d'action de l'armée. Cette loi était en cours d'élaboration depuis la prise d'otages de l'école de Beslan en septembre 2004, prise d'otages à l'issue de laquelle Vladimir Poutine avait annoncé une révision "radicale" des mécanismes de lutte contre le terrorisme pour assurer "l'unité" du pays.

Au nom de la lutte antiterroriste, les forces du maintien de l'ordre sont désormais autorisées à "pénétrer librement" chez des particuliers, à se livrer à des écoutes téléphoniques, à intercepter du courrier - y compris électronique - et à limiter la liberté de mouvement des individus. L'évacuation des habitants d'une zone menacée est également soumise à l'évaluation des ministères de l'intérieur ou de la sécurité. Les autorités peuvent ainsi imposer ces mesures pendant une période de soixante jours en cas de soupçon de préparation d'une attaque terroriste.

Le document prescrit un mécanisme permettant de faire appel aux forces armées pour prévenir un attentat terroriste. Les forces armées seront dans ce cas investies du droit de recourir aux armes et au matériel de guerre.

La loi contient également des dispositions nouvelles autorisant l'engagement d'unités armées contre les terroristes hors du territoire national de la Russie. Des amendements établissent, par exemple, que les Forces armées, agissant dans le respect des accords internationaux de la Fédération de Russie et de la législation nationale, peuvent réprimer les activités terroristes internationales hors du territoire de la Fédération en engageant des armements depuis le territoire russe contre les terroristes et/ou leurs bases situés hors de son territoire.

Le document établit aussi que le président de la Fédération de Russie définit la principale orientation de la politique nationale en matière de répression du terrorisme et les compétences des organes fédéraux du pouvoir exécutif dans la lutte contre le terrorisme.

L'adoption de la loi est intervenue une semaine après la mise en place, sur décret du président russe d'une superstructure de lutte contre le terrorisme, le Comité national pour la lutte antiterroriste (NAK), supervisée par l'actuel chef du FSB, Nikolai Patrouchev. Ce

¹⁶ Le texte a été approuvé en troisième lecture par 423 députés. Un seul a voté contre et huit se sont abstenus.

décret prévoyait la création, sous la responsabilité du NAK, dans les régions de la Fédération, des commissions antiterroristes pilotées par des membres du FSB. Lev Ponomarev, dirigeant du Mouvement pour les droits de l'Homme qualifiait ce décret de dangereux dans la mesure où il crée un dispositif au-dessus des structures gouvernementales existantes. Selon lui, ce décret revenait à créer un gouvernement parallèle sous les ordres du FSB.

Autant liée à des soupçons d'activités subversives (accusations d'espionnage via des ONG, rôle d'ONG dans la révolution orange en Ukraine) qu'à la lutte contre le terrorisme, la loi sur les ONG entrée en vigueur le 17 avril 2006, a été largement dénoncée comme une atteinte aux libertés en Russie.

De fait, cette loi contraignait les ONG, aussi bien étrangères que russes, à présenter dès le 31 octobre 2006 un rapport sur leurs activités financières et leur programme pour 2007. Dans l'hypothèse où ce rapport ne correspondait pas aux buts proclamés dans les documents officiels, les autorités russes se réservaient le droit de les fermer.

La loi stipule que l'activité de toute ONG peut être stoppée si elle représente une menace à "la souveraineté de la Russie, l'indépendance, l'intégrité territoriale, l'unité et l'originalité nationales, l'héritage culturel ou les intérêts nationaux". L'évaluation de cette menace est laissée à l'appréciation des fonctionnaires.

Par delà les contraintes administratives qu'elle a engendré, la loi sur les ONG semble avoir été appliquée de manière assez souple par les autorités russes qui ont souligné avoir tenu compte des recommandations du Conseil de l'Europe dans la définition de cette loi. Elle a néanmoins permis la fermeture de l'association d'amitié russo-tchéchène de Nijniy Novgorod par une décision de justice du 13 octobre et engendré le départ de WWF (World Wildlife Fund, littéralement, Fonds mondial pour la vie sauvage).

La lutte contre le terrorisme a également permis de justifier certaines décisions pour maintenir l'influence de la Russie dans le Caucase. Le cas des réfugiés Tchétchènes dans les gorges de Pankissi, avec la complicité de Tbilissi, permet aux Russes de faire peser la menace d'une intervention russe anti-terroriste, marquant la détermination de Moscou vis-à-vis de son étranger proche. La menace terroriste permet aussi le déploiement et le renforcement de forces militaires et de police dans le Caucase.

Ce renforcement de l'exécutif s'est fait avec l'assentiment au moins tacite de la population russe. En effet, même si le régime est devenu plus autoritaire sous la présidence du

Président, il convient de tempérer quelque peu cette image de peur omniprésente dans la société russe, de censure. Il ne s'agit pas d'un régime totalitaire.

La presse est certes plus docile mais une partie conserve son indépendance. Ainsi, le quotidien Kommersant, à l'occasion de la création de l'OCS écrivait « plus Moscou et Pékin se rapprochent, moins il y a d'espace pour la démocratie en Russie ». De plus, si la majorité des campagnes russes reçoivent l'essentiel de leurs informations de la télévision favorable à Poutine, il ne faut pas oublier le poids des villes dans l'histoire russe, villes qui ont un accès plus large à l'information.

La version définitive de la loi de répression sur le terrorisme a été amputée des passages les plus controversés. La limitation de l'activité des médias dans la zone de l'opération antiterroriste a ainsi été supprimée, même si la loi maintient le droit du chef d'état-major de l'opération de désigner un représentant qui travaillera avec les médias au cours de l'opération antiterroriste et que les médias ont déjà de grandes difficultés à exercer dans les zones de guerre ou de crise. Les limites au droit de manifester ont également été retirées.

Il importe d'avoir à l'esprit que les Russes ont pu faire valoir leurs droits dans des domaines qui, s'ils ne correspondaient pas à une remise en cause du régime ni même de la politique russe, allaient à l'encontre de l'exécutif et concernaient leur vie de tous les jours. Une association d'automobilistes russes illustre cette situation. Elle a obtenu du gouvernement russe à retirer un projet d'interdiction la circulation des voitures équipées d'un volant à droite¹⁷. Elle a également contribué à faire libérer un ouvrier du chemin de fer de la région de l'Altaï (Sibérie), condamné au mis de février 2006 à une peine de quatre ans de prison pour n'avoir pas cédé le passage au véhicule du gouverneur local, Mikhaïl Evdokimov, qui avait trouvé la mort dans l'accident. Selon le chef de cette association, "Le peuple russe ne se perçoit plus comme une masse grise, il sait qu'il peut avoir son mot à dire."

Ceci souligne, si besoin était, que les Russes ont accepté, au moins de manière tacite, le renforcement de l'exécutif. Vladimir Poutine a su tirer parti de l'aspiration populaire au rétablissement d'un Etat défenseur de l'intérêt général, de la sécurité sociale et d'une « dictature de la loi » s'imposant à l'économie criminelle ou informelle. Le terrorisme est venu renforcer l'aspiration ou tout au moins le consentement du peuple au renforcement de l'exécutif. Ainsi au mois de novembre 2004, le Courrier Tchétchène avait souligné les effets de la prise d'otages de Beslan sur la politique interne et internationale russe. Selon

¹⁷ Ces voitures, achetées d'occasion auprès de Japonais ou de Coréens, sont l'apanage de la classe moyenne.

lui, sans dévier la politique de la voie tracée par le président, ce drame permettait une accélération de certaines réformes, parmi lesquelles la réforme du choix des gouverneurs et la nouvelle doctrine de sécurité. S'appuyant sur un sondage de l'institut Vtsiom, il rapportait que 60% des Russes se disaient prêts à accepter une diminution de leurs droits (dont la liberté de circulation) et 89% à un contrôle plus serré des documents si cela permettait une diminution du terrorisme.

Ainsi, la lutte contre le terrorisme a largement participé à la popularité de Poutine et à un environnement favorable au renforcement interne de la Russie. Mais ce renforcement s'explique également par un contexte stratégique favorable.

2. Un contexte stratégique favorable à la Russie

Les attentats contre le World Trade Center ont pu détourner l'attention de la Tchétchénie, au point que Médecins Sans Frontières, au début de l'année 2002, la classait parmi les guerres oubliées dans l'ombre du 11 septembre. La Russie a utilisé la lutte contre le terrorisme pour développer ses partenariats. Mais elle bénéficie surtout du pragmatisme des relations internationales auquel viennent se rajouter les difficultés des Etats-Unis, notamment à la suite de leur engagement en Iraq.

21. Le pragmatisme des relations internationales

Si la Russie a pu et peut encore profiter de façon conjoncturelle de la lutte contre le terrorisme, elle jouit surtout du pragmatisme des relations internationales, que ce soit de manière structurelle ou conjoncturelle.

De manière structurelle, la Russie est un acteur de poids bénéficiant de solides atouts parmi lesquels on compte, entre autres, un rôle important dans la stabilité l'Asie centrale, des réserves énergétiques conséquentes, des capacités militaires encore sérieuses et un siège au conseil de sécurité de l'ONU.

En 2004, l'Organisation Human Rights Watch soulignait que « l'UE et la Russie ont tous deux intérêt à retrouver la stabilité dans le Caucase du Nord », tout en précisant que « ce retour à la normale ne pourra être réalisé que si le gouvernement russe s'emploie à gagner la confiance des civils tchéchènes. Pour y arriver, Moscou doit mettre fin aux atrocités commises dans la région et mettre en place une procédure obligeant les responsables à en rendre compte. » Le Ministre français des Affaires étrangères, Philippe Douste-Blazy,

interrogé à l'automne 2006 sur LCI, ne tenait pas des propos foncièrement différents lorsqu'il disait que l'UE a besoin de la Russie pour assurer la stabilité du Caucase mais que les droits de l'Homme ne doivent pas être oubliés pour autant.

En termes sécuritaires, l'Asie centrale est à la croisée de plusieurs problématiques et revêt un enjeu stratégique certain. D'une part, elle correspond à un territoire riche en ressources énergétiques, enjeu de rivalités internationales potentielles ou avérées, d'autre part elle est un foyer de déstabilisation potentielle. Elle pourrait l'être soit via le terrorisme, soit par le biais d'Etats faillis¹⁸ qui, en plus de leur caractère intrinsèquement instable, constituent potentiellement des zones refuge pour les organisations et entités terroristes.

La problématique des ressources énergétiques, qui concerne à la fois les pays industrialisés et les pays développés, joue en faveur de la Russie. Ainsi, 25% de la production et 50% des réserves de British Petroleum (BP) proviennent de Russie (en partenariat avec TNK). Cette proportion devrait encore augmenter avec la fin des gisements de la Mer du Nord. De manière générale, la situation devrait devenir toujours plus favorable à la Russie dans ce domaine. En effet, en 2004, la Direction des Affaires Stratégiques, dans son étude de prospective géopolitique et géostratégique à 30 ans, soulignait la forte croissance de la consommation et prévoyait la dépendance accrue des pays ne disposant pas de réserves de pétrole propres, c'est-à-dire la majorité et notamment la France, vis-à-vis d'un petit nombre d'Etats, dont les pays de l'OPEP qui disposent à eux seuls des trois quarts des réserves connues. Elle précisait que la situation pour le gaz naturel est similaire et prévoyait une dépendance de l'UE pour 50% de ses approvisionnements vis-à-vis de la Russie et d'autres pays d'ex-URSS contre 25% en 2004.

Les accusations récurrentes d'emploi de l'arme énergétique à l'encontre de la Russie¹⁹ ou la récente reprise par Vladimir Poutine de la proposition iranienne de créer un OPEP du gaz soulignent, si besoin était, cette importance de l'énergie dans le jeu géopolitique russe.

Sur le plan militaire, la Russie n'est certes plus la puissance militaire qu'était l'URSS, mais elle conserve des capacités avec lesquelles il faut compter. De nombreux articles ont été écrits sur la déliquescence de l'Armée russe que ce soit sur le plan matériel ou sur le plan

¹⁸ En 2004, la Direction des Affaires Stratégiques considérait que la Géorgie présentait durablement tout ou partie des caractéristiques des « Etats faillis » sans pour autant les révéler pleinement et constituait un facteur potentiel majeur de déstabilisation régionale.

¹⁹ Notamment contre l'Ukraine en janvier 2006 ou au début de l'année 2007 à l'encontre de la Biélorussie, à l'occasion de l'augmentation des tarifs du gaz russe à destination de ces pays. Ces augmentations, qui mettaient fin aux tarifs préférentiels dont bénéficiaient jusqu'alors ces pays, avaient souvent été considérées comme des mesures de pression ou de rétorsion politique de la part de la Russie.

moral²⁰. Pour autant, l'exécutif russe a repris l'armée en main, la réduction de format a généré un outil plus performant, moderne. Par ailleurs, l'industrie de l'armement russe continue à produire des matériels de qualité et les budgets sont à la hausse. Ainsi, le 08 février 2007, le ministre russe de la Défense Sergei Ivanov a annoncé une augmentation de 189 milliards de dollars (soit 145 milliards d'euros) sur les huit prochaines années alors que le budget 2007, de 24 milliards d'euros, est déjà supérieur de 25% à celui de 2006. Enfin et surtout, la Russie demeure la seconde puissance nucléaire mondiale. Même si l'arme nucléaire est souvent qualifiée d'arme de non emploi, elle est un atout dans la main de son détenteur.

Enfin, le fait que la Russie ait hérité du siège de membre permanent de l'URSS en fait un acteur incontournable ou tout au moins difficilement contournable des relations internationales. Elle se trouve ainsi au cœur des négociations internationales visant par exemple à la résolution des conflits ou à la non prolifération des armes de destruction massive et peut peser dans le processus décisionnel.

De manière plus conjoncturelle, lorsque le président Poutine a connu des difficultés en 2005, les observateurs ont pu constater que sa baisse de popularité et de confiance ne profitait pas vraiment aux partis et hommes politiques de tendances démocratiques mais plutôt à ceux qui promettaient « du pain et de l'ordre », comme Dimitri Rogozine (chef du parti national-patriotique « La Patrie ») ou Vladimir Jirinovski. Ceci a contraint les Occidentaux à soutenir Poutine et pourrait les contraindre à soutenir le candidat qu'il proposera pour les élections présidentielles de 2008.

La Russie, qui bénéficie de ces atouts structurels, représente un enjeu pour de nombreux acteurs internationaux. Ainsi, l'Allemagne, qui occupe actuellement la présidence de l'UE, voudrait améliorer les relations de l'Union avec la Russie, à la fois pour des raisons économiques et stratégiques. Les Etats-Unis, même s'ils sont régulièrement rivaux avec la Russie, comme c'est le cas pour l'Asie Centrale et l'énergie, y voient aussi un allié potentiel (approvisionnement énergétique alternatif aux pays du Golfe, stabilité de l'Asie centrale, lutte contre le terrorisme, encerclement de la Chine), un partenaire qu'il convient de ne pas trop contrarier²¹. La Chine y voit une source d'approvisionnement énergétique et un allié potentiel pour la stabilité en Asie centrale, la lutte contre les mouvements séparatistes islamistes et pour faire contrepoids aux Etats-Unis.

²⁰ Ainsi à l'occasion de l'accident du sous-marin Koursk en 2000, bizutage dans l'Armée russe, trafics et exactions en Tchétchénie.

²¹ Ainsi, en réponse à l'opposition à l'intervention américaine en Iraq, Condoleeza Rice avait eu cette phrase : « Il faut pardonner à l'Allemagne, ignorer la Russie mais punir la France ».

La Russie, bénéficie donc généralement du pragmatisme des relations internationales, notamment en raison de ses atouts fonciers, tant de manière structurelle que conjoncturelle. Les difficultés américaines actuelles accroissent encore ce dernier aspect.

22. Les difficultés américaines

Les difficultés américaines actuelles, en grande partie liées à leur lutte contre le terrorisme ou plus généralement à leur politique étrangère, viennent encore renforcer le rôle de la Russie. On peut les qualifier de conjoncturelles, dire qu'elles sont en grande partie liées à l'équipe au pouvoir qui est dans sa seconde partie de mandat. Pour autant, ces difficultés sont susceptibles de servir les intérêts russes non seulement à court terme mais également sur la durée.

La Russie a pu et peut encore tirer avantage des interventions américaines en Afghanistan et surtout en Iraq.

Comme nous l'avons vu, l'intervention américaine en Afghanistan a permis à la Russie de se positionner en partenaire dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Le bilan actuel de cette intervention peut être qualifié de mitigé pour la Russie. Elle a contribué à un déploiement accru des Etats-Unis en Asie centrale, déploiement que Moscou ne souhaite pas voir perdurer. En contrepartie, elle implique les Etats-Unis dans la lutte contre les mouvements islamistes dans la région

L'intervention en Iraq a sans doute des conséquences plus pérennes et peut, à plus d'un titre contribuer au renforcement de la Russie.

Elle a tout d'abord permis en 2003 au président Poutine de faire entendre la voix de la Russie sur la scène internationale. L'enlisement des troupes américaines en Iraq, allié aux conséquences budgétaires induites, limite quelque peu les marges de manœuvres américaines et affaiblissent l'exécutif en place. Cet enlisement pourrait amener les Américains à avoir besoin de l'aide russe pour résoudre la crise. Ainsi, Henry Kissinger estimait récemment que « la victoire des Etats-Unis en Iraq (via la création d'un gouvernement iraquien capable de stopper la guerre civile) est impossible. Il était selon lui indispensable d'organiser rapidement une conférence internationale autour de l'Iraq, de ses voisins et des membres permanents du Conseil de sécurité afin de trouver une solution. Dans une telle configuration, la Russie aurait le double avantage d'être membre permanent du conseil de sécurité de l'ONU et d'entretenir de bonnes relations avec le voisin iranien.

Elle permet ensuite à la Russie, même si elle s'est en partie inspirée de la législation américaine pour la lutte contre le terrorisme, de mettre son modèle en avant et de critiquer l'unilatéralisme des Etats-Unis. Ayant gagné la guerre en Tchétchénie, la Russie peut désormais proposer des pistes de solution pour gagner la guerre contre le terrorisme et éviter un choc des civilisations.

Ainsi, au mois d'octobre 2006, Sergueï Karaganov, président du praesidium du Conseil en charge de la politique extérieure et de défense de la Fédération de Russie, prônait le développement rapide de structures de coopération et de sécurité pour la région de l'Asie centrale et du Moyen-Orient avec des pays qui n'ayant pas encore accumulé les erreurs et jouissant de prestige. Selon lui, une telle coopération concernait l'Inde et la Chine avant tout. Dans ce cadre, il mettait en exergue le rôle potentiel de l'OCS pour combler le vide de méfiance et détourner la guerre des civilisations. Par ailleurs, il soulignait la nécessité de s'efforcer d'atténuer le conflit, d'élargir le dialogue des civilisations²², d'éviter d'être entraîné dans un conflit de civilisations. Favorable à une politique de neutralité armée, il insistait sur le fait que la Russie devait éviter une situation qui la mettrait dans l'obligation de choisir, comme en Tchétchénie, « à cause de la bêtise, du messianisme du fanatisme ou de l'escapisme politique des autres. »

Le 10 février 2007, à Munich, Vladimir Poutine critiquait âprement l'unilatéralisme américain, soulignant que « les actions unilatérales, souvent illégitimes, n'ont réglé aucun problème » et, au contraire, « ont entraîné de nouvelles tragédies humaines et de nouveaux foyers de tension. » Il désignait la domination du facteur force comme source d'instabilité, la considérant, par exemple, à même de permettre à des menaces comme le terrorisme d'acquérir un caractère global. Il prônait au contraire un équilibre raisonnable des intérêts de tous les acteurs du dialogue international, un respect du droit international avec la Charte des Nations unies comme unique mécanisme d'adoption de décisions sur l'emploi de la force en tant que dernier recours. Suggérant de repenser l'architecture de la sécurité, il appelait à une gestion globale des crises, respectueuse des différents acteurs et différentes civilisations.

Enfin, l'unilatéralisme dont les Américains ont fait preuve à l'occasion de leur intervention en Iraq a pu encourager le rapprochement de certains Etats avec la Russie ou consolider leurs liens existants. C'est notamment le cas de la Chine ou de l'Iran, mais aussi du monde

²² Ceci est facilité par l'appartenance de la Russie en tant qu'observateur depuis 2005 à l'Organisation de la Conférence Islamique, comme l'Inde et la Chine, et membre de droit depuis 2006 au Groupe de vision stratégique Russie-Monde Musulman. Ce groupe a proposé la mise en place sous l'égide de l'ONU d'un Conseil des civilisations chargé du suivi du dialogue entre les civilisations.

musulman²³. Il a également pu encourager un certain nombre d'Etats, comme l'Iran ou la Corée du Nord, à proliférer. Cette situation donne l'occasion à la Russie à la fois de consolider certaines alliances et d'apparaître comme une source de stabilisation sur la scène internationale.

²³ Le fait que l'Arabie Saoudite, allié traditionnel des Etats-Unis, envisage d'acheter des armes russes et de coopérer avec la Russie sur le nucléaire civil est symbolique de ce rapprochement russe avec le monde musulman.

CONCLUSION

Au cours de la décennie qui a suivi la chute du mur de Berlin, la Russie a connu un recul marqué tant par sa perte d'influence sur la scène internationale que par des difficultés internes d'ordre politique, économique, social.

Le terrorisme a, au cours de cette période, été pour elle un facteur supplémentaire d'affaiblissement relatif, à la fois sur le plan international et sur le plan intérieur.

En effet, la guerre en Tchétchénie a été la source de nombreuses critiques, de réticences de la part de la communauté internationale. Même si ces critiques n'ont pas foncièrement affaibli la Russie, elles ont tout de même constitué un handicap supplémentaire et nui à son image. En interne, ce conflit a également provoqué de nombreuses difficultés. Elle a occasionné un camouflet, voire un traumatisme, pour la puissance militaire russe. Elle a plus suscité l'hostilité que l'adhésion de la population.

Pourtant, le terrorisme a sans nul doute contribué au renforcement de la Russie à compter de 1999 avec la deuxième guerre de Tchétchénie et plus encore après le 11 septembre 2001 et les attentats contre le World Trade Center.

En effet, la deuxième guerre de Tchétchénie a permis d'effacer la défaite de 1996 et a surtout favorisé le renforcement de l'exécutif russe de deux façons. Tout d'abord, elle a contribué à donner une image forte et résolue du président Poutine et lui a permis de renforcer sa popularité. Ensuite, les attaques dont a été victime la Russie ont créé un climat favorable à la prise de mesures propres à affermir l'exécutif, quitte à réduire les libertés individuelles.

Le terrorisme a aussi permis à la Russie de retrouver une influence conséquente sur le plan international, à la suite des attentats du 11 septembre 2001. Les critiques à l'encontre de la gestion de la crise tchétchène se sont amoindries. La Russie a pu, dans un premier temps, apporter son aide à l'intervention en Afghanistan puis, dans un second, multiplier les partenariats de lutte contre le terrorisme international dont elle était également victime.

La guerre menée par les Américains a sans doute encore accru ce phénomène. D'une part, l'affaiblissement relatif des Américains à la suite de leurs difficultés a pu occasionner un renforcement symétrique de la Russie. D'autre part, l'engagement « unilatéral » des Etats-Unis en Iraq, alors que ni l'existence d'armes de destruction massive ni le soutien de

Saddam Hussein aux terroristes n'étaient avérés, et leur propension à désigner et menacer des pays qu'ils accusent de soutenir le terrorisme a pu encourager un certain nombre d'Etats à se rapprocher de la Russie ou à resserrer les liens existants avec elle.

De manière plus anecdotique, mais non dénuée d'importance, l'augmentation des prix du pétrole à la suite de l'intervention américaine en Iraq a été profitable à la Russie.

Le terrorisme ne semble pas devoir disparaître dans les décennies proches mais plutôt rester une menace de premier ordre. Il peut donc encore favoriser la Russie en tant qu'acteur et partenaire privilégié dans la lutte contre cet hydre dans les années à venir. De plus, les partenariats développés aujourd'hui dans le cadre de la lutte peuvent s'élargir, perdurer.

Pour autant, il importe de ne pas surestimer l'importance du terrorisme, terme souvent utilisé de manière galvaudée ou pour cacher d'autres enjeux.

Ainsi, dans un contexte où la global war on terrorism influe sur leur politique étrangère, les Américains et leurs relais continuent à exercer une forte pression sur la Russie pour l'affaiblir (dossiers ukrainien, géorgien et biélorusse, déploiement du bouclier anti-missiles dans les anciens satellites de l'URSS...) ou la marginaliser (instrumentalisation de l'OSCE, freins et réticences devant l'entrée de la Russie à l'Organisation Mondiale du Commerce, pression sur l'Iran, ...), alors que son efficacité dans la lutte contre le terrorisme est reconnue. Ceci tend à souligner que la lutte contre la menace terroriste n'est pas le seul but et que les objectifs sont parfois autres.

En outre, la Russie semble elle aussi capable d'utiliser la carte du terrorisme d'une manière très pragmatique afin de maintenir, de renforcer ou de chercher à accroître son influence dans des domaines qui ne relèvent pas du terrorisme, comme c'est le cas avec l'OCS.

De plus, la Russie bénéficie surtout du pragmatisme des relations internationales et, même si elle connaît toujours des difficultés, d'atouts conséquents. Non content d'être membre permanent du conseil de sécurité de l'ONU, elle détient notamment des ressources énergétiques conséquentes, bénéficie d'une croissance économique forte, conserve des capacités technologiques et militaires conséquentes et est un partenaire économique attractif qui cherche à diversifier ses activités. Dans un contexte de concurrence économique accrue, où les enjeux énergétiques semblent devoir s'accroître, et où la stabilité de l'Asie centrale revêt un intérêt primordial, la Russie apparaît comme un partenaire majeur.

Quoiqu'il en soit, il semble de l'intérêt de la France et de l'Union Européenne d'entretenir des liens privilégiés avec la Russie. De tels liens sont assurément susceptibles d'être bénéfiques que ce soit dans le cadre de la lutte contre le terrorisme ou sur le plan économique. Ils peuvent également être profitables dans le dialogue avec d'autres acteurs internationaux comme l'Iran ou des partenaires arabes ou asiatiques. En tous les cas, ils peuvent être facteurs de stabilité.

Ces liens peuvent passer à la fois par des accords de collaboration économique, comme dans l'aéronautique, l'armement ou le domaine spatial, des accords dans le domaine énergétique ou par une coopération accrue dans le domaine sécuritaire avec des exercices et des interventions communes dans le domaine de la défense ou de la lutte contre le terrorisme, la mise en commun de moyens politiques, économiques, militaires pour la gestion des crises, un développement de la collaboration avec l'OTSC.

Cet intérêt est d'autant plus important que la Russie pourrait se détourner aisément vers l'Asie pour peu qu'elle ne soit pas satisfaite de son partenariat avec l'UE. Il sera alors difficile de bénéficier pleinement des bénéfices qu'elle peut nous apporter et illusoire de croire que l'on pourra contribuer à la mise en place d'une « véritable démocratie » en Russie.

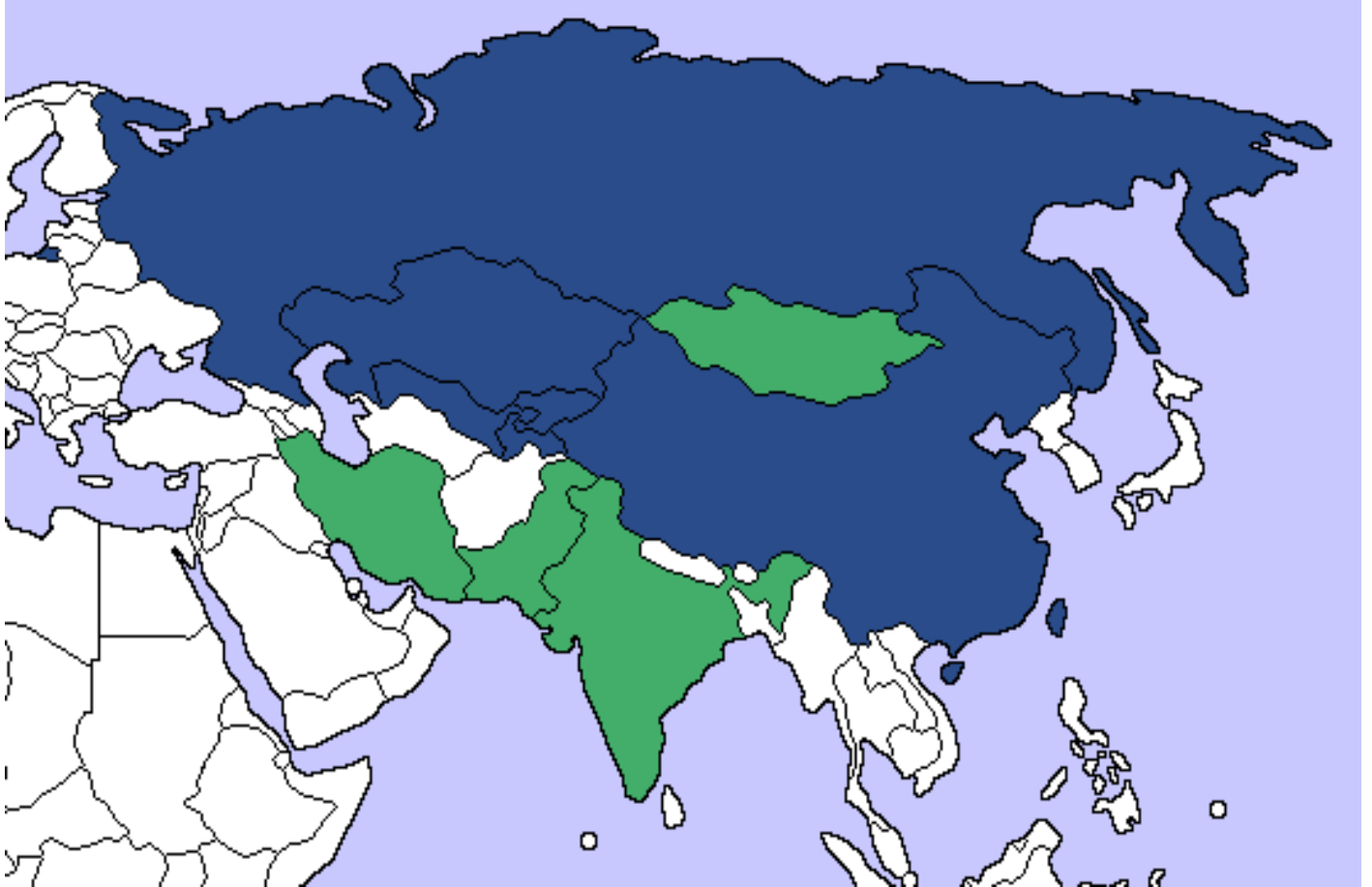
Cet intérêt est d'autant plus aisé à mettre en œuvre que la Russie, sans renier ses capacités à faire preuve de fermeté et à employer la force, prône actuellement une vision multipolaire du monde, respectueuse du dialogue entre les civilisations, et une gestion globale des crises, deux conceptions auxquelles l'Union Européenne est attachée.

Enfin, il est possible de reprendre, à l'égard de la Russie, les propos par lesquels M. Philippe Hayez, ancien directeur adjoint du renseignement à la Direction Générale de la Sécurité Extérieure, concluait son article « Pour une lutte antiterroriste éthique » dans Le Monde du 30 octobre 2006 : « Dire que la coopération avec la CIA est utile et nécessaire ne signifie pas valider aveuglément les méthodes américaines, prôner un alignement politique ou justifier les dérapages imbéciles de quelques individus. D'autres attentats surviendront, plus meurtriers peut-être, en Europe. Des erreurs d'appréciation, des bavures même, hélas, se produiront sans doute dans ce combat non voulu. Nous ne manquerons donc pas de motifs de craindre et de déplorer. Souhaitons surtout que nos enfants ne nous reprochent pas de ne pas avoir tenté, en conscience, d'agir, fût-ce à l'ombre des belles âmes. »

ANNEXES : CARTES

ANNEXE 1

Organisation de coopération de Shanghai



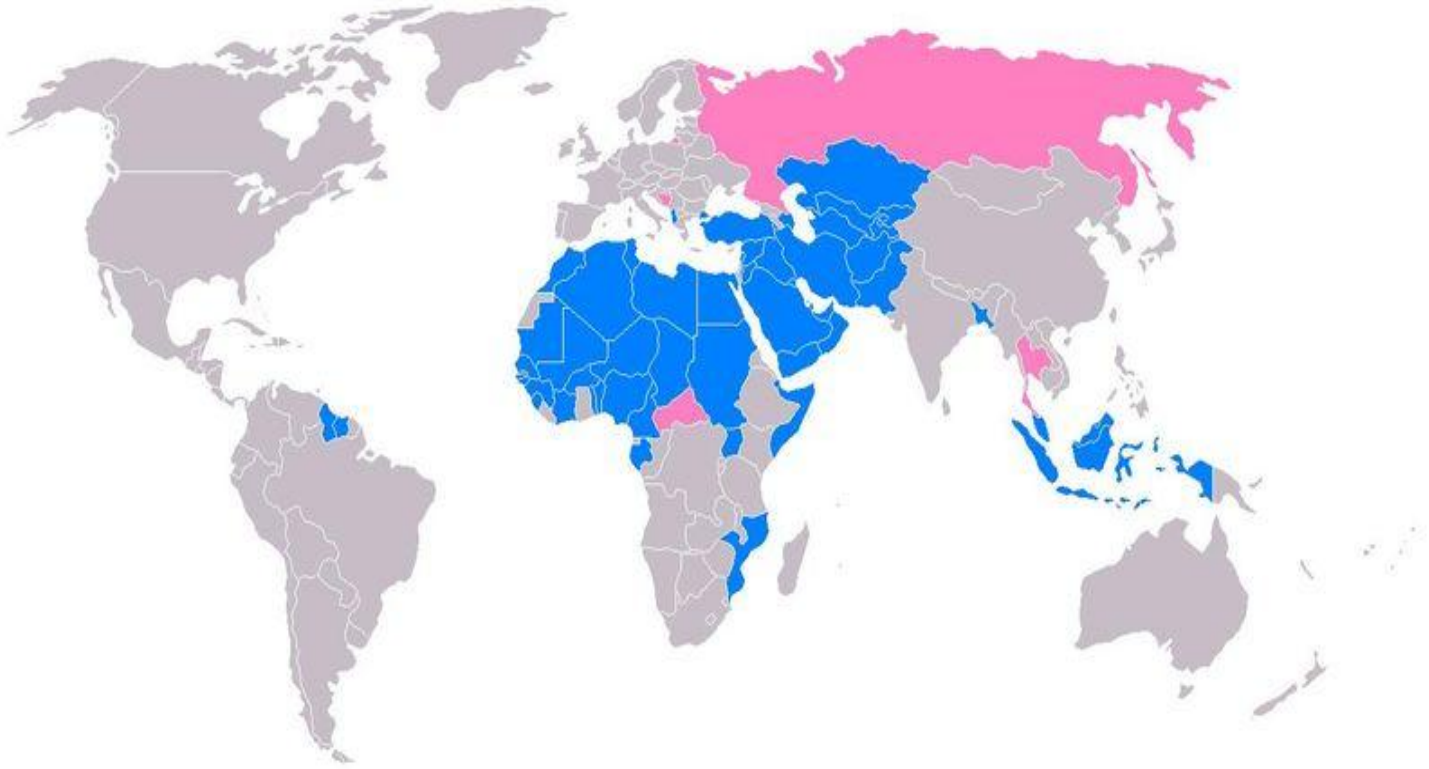
Bleu : pays membres

Vert : observateurs

Source : Wikipedia.org

ANNEXE 2

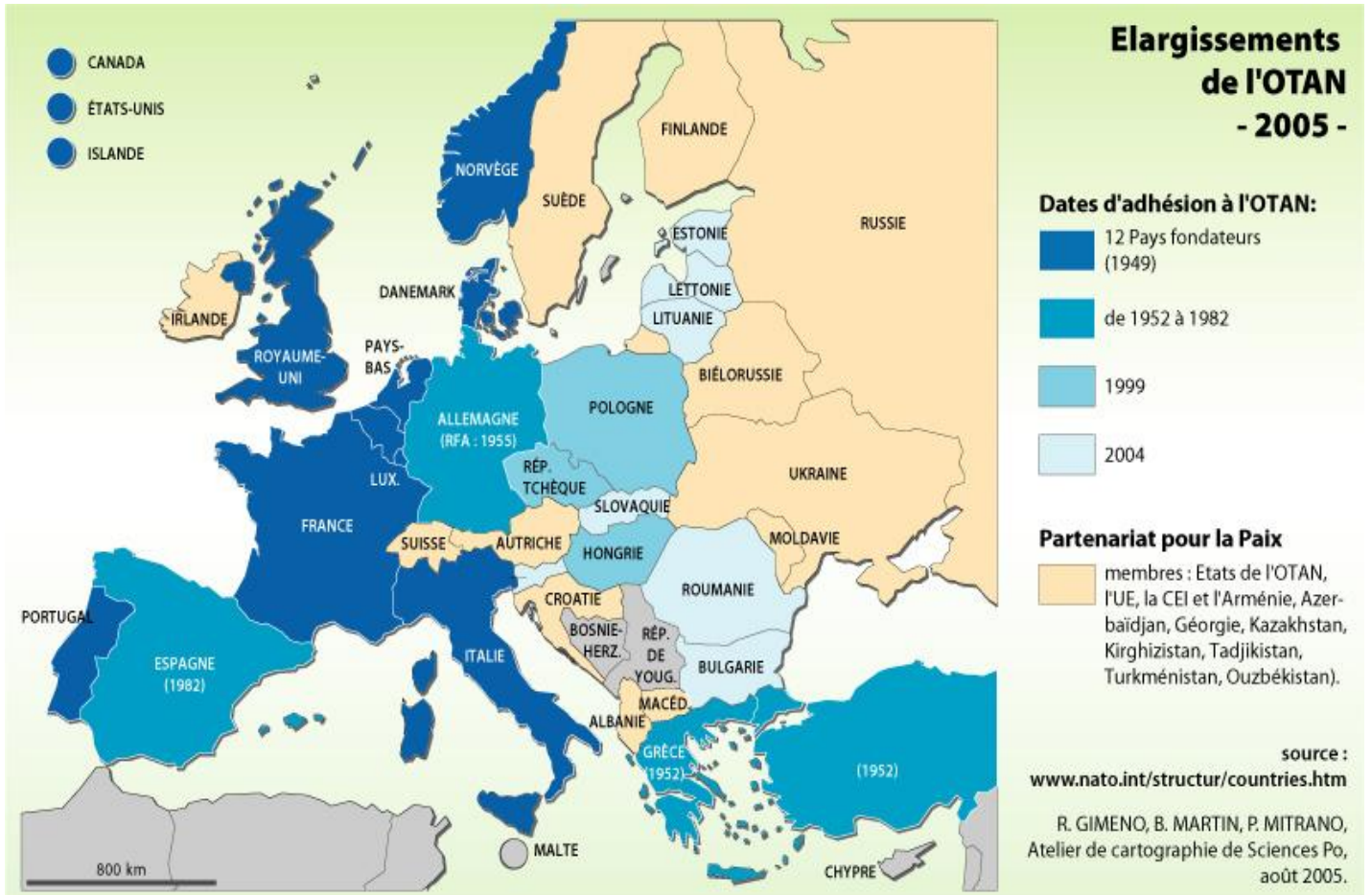
Organisation de la Conférence Islamique



Bleu : pays membres

Rose : observateurs

Source : Wikipedia.org

ANNEXE 3**Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, 2005**

Source : Carthotèque IEP Paris

ANNEXE 4

Stratégies pétrolières et militaires américaines dans la région du Golfe, 2002



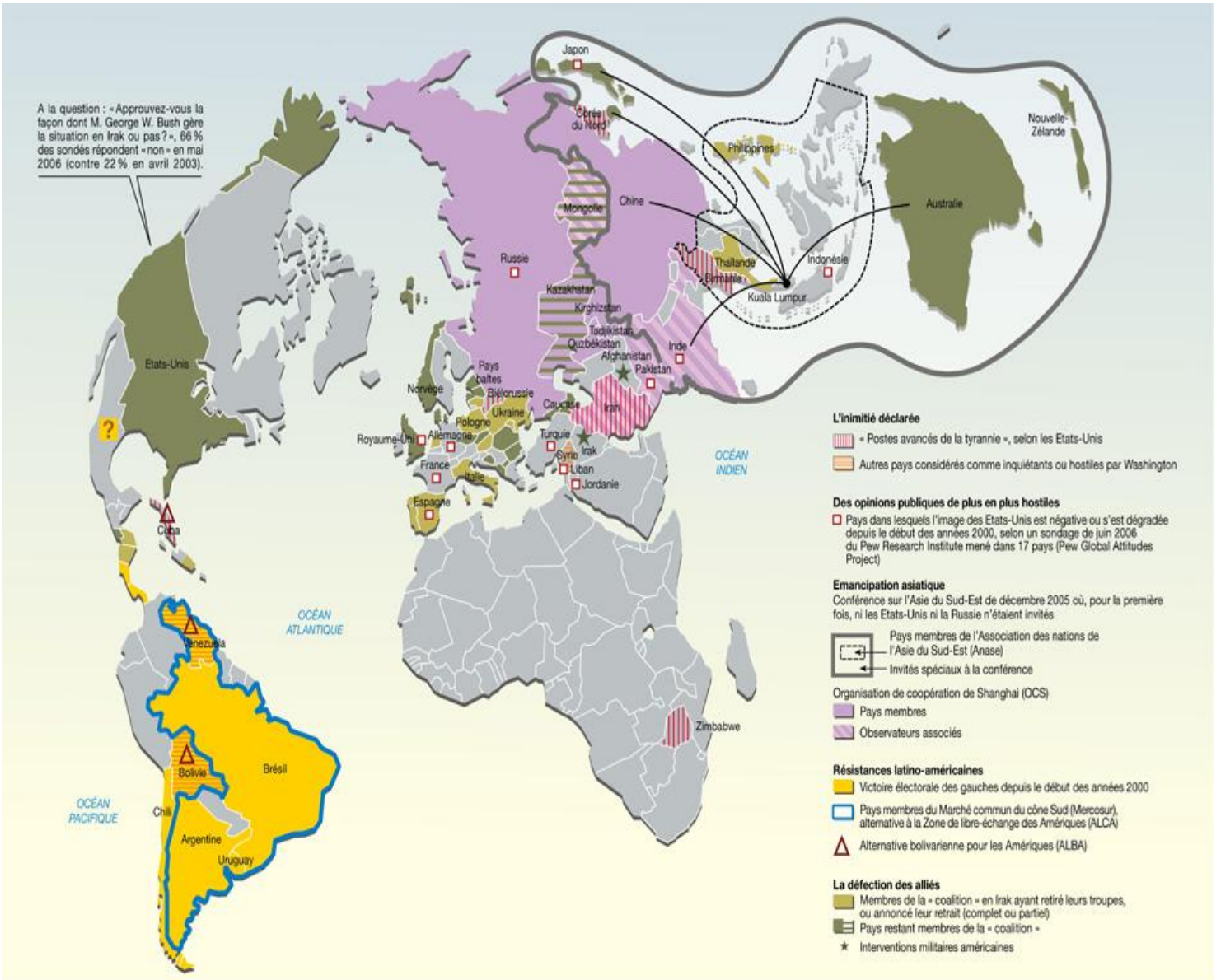
Sources : Energy Map of the Middle East and Caspian Sea, Petroleum Economist and Arthur Andersen, Londres, 2002 ; Comité professionnel du pétrole (CPDP), Central Intelligence Agency's 2000 Maps and Publications (CIA), United States Energy Information Administration (US-EIA) ; Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) ; www.Globalsecurity.org ; United States Department of Defense (US-DOD) .

PHILIPPE REKACEWICZ

Source : Carthotèque IEP Paris

ANNEXE 5

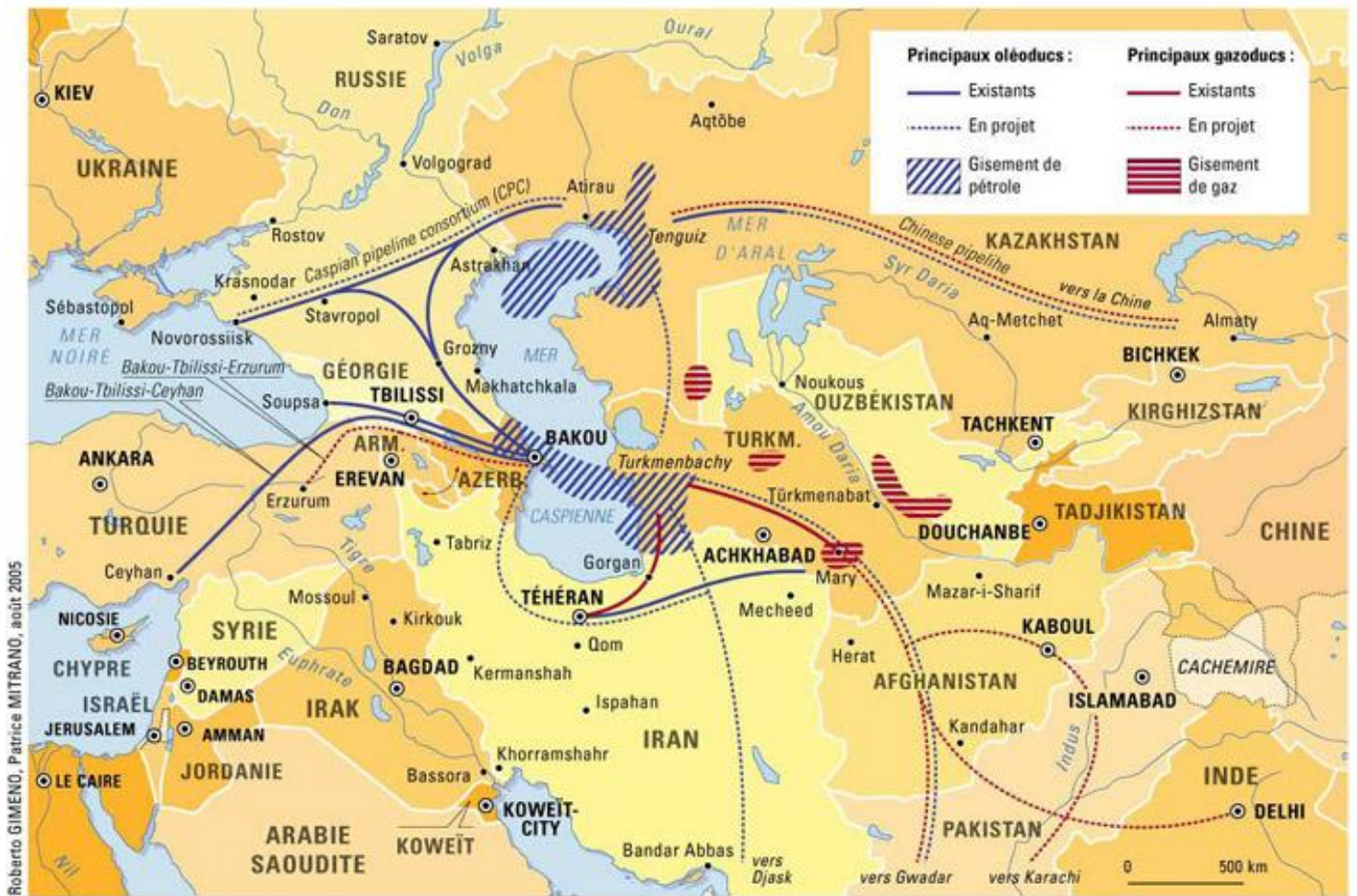
Etat du Monde, septembre 2006



Source : Carthotèque IEP Paris

ANNEXE 6

Pétrole dans la région de la Mer Caspienne



ANNEXE 7**Tchéchénie****La Tchétchénie, zone montagneuse, zone de guerre, zone stratégique**

Source : Carthotèque IEP Paris

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages en français

- ENCEL Frédéric et GUEZ Olivier, *La Grande Alliance, de la Tchétchénie à l'Iraq : un nouvel ordre mondial*, Paris, Flammarion, mars 2003
- LEGAULT Albert
- Direction des Affaires Stratégiques, *Plan de prospective à 30 ans, synthèse*, 2004
- BLANC Hélène, *T comme Tchétchénie*, Ginkgo, mars 2005
- CHALIAN Gérard et BLIN Arnaud, *Histoire du terrorisme de l'antiquité à Al Qaida*, Bayard, mars 2006

Articles de revues et presse en français

- DE LA GRANGE Alix, « Barbarie à huis-clos, la sale guerre », *Recherche médicale en panne*, numéro 63, printemps 2002
- IVANOV Serguéï, « Sécurité et coopération internationales », *Défense Nationale* 7334, décembre 2002.
- CLEMENT Carine, « Aux racines du « phénomène Poutine » », *Le Monde diplomatique*, février 2003
- MINATCHEV Andrei et LEVESQUE Jacques, « L'identité et la sécurité de la Russie Les crises internationales comme miroir de la guerre de Tchétchénie », *Revue Études internationales*, volume XXXV, no 1, mars 2004
- ROMANOV Piotr, « Le terrorisme en Russie, la lutte contre un ennemi invisible », *Agence RIA-Novosti*, 02 septembre 2004
- BANON Gabriel, « La surenchère dans l'horreur », *Maroc Hebdo International n°618*, septembre 2004
- *Le courrier tchéchène*, novembre 2004
- DE MONTBRIAL Thierry, « Comprendre Vladimir Poutine », *Le Monde*, 25 novembre 2004
- MILLOT Lorraine, « Poutine a réellement le soutien de son peuple », *Libération*, 18 juillet 2006
- DJALILI Mohammad-Reza et KELLNER Thierry, « Asie centrale, un enjeu géostratégique », *Le courrier des Pays de l'Est*, septembre-octobre 2006
- SALVAGNI Alessandro Liamine, « Quel rôle pour l'Union européenne en Asie centrale », *Le courrier des Pays de l'Est*, septembre-octobre 2006
- « Poutine accuse la Géorgie de terrorisme d'Etat », *Le Figaro (avec AFP/Reuters)*, 01 octobre 2006
- JEGO Marie, « Une nouvelle loi contraint les ONG étrangères à suspendre leurs activités en Russie », *Le Monde*, 20 octobre 2006

- JEGO Marie, « Les Russes à tombeau ouvert », *Le Monde*, 03 décembre 2006
- DE BRESSON Henri, « Berlin voudrait améliorer les relations de l'Union européenne avec la Russie », *Le Monde*, 22 décembre 2006
- NODE-LANGLOIS Fabrice, « Bataille pour la succession de Poutine », *Le Figaro*, 04 janvier 2007
- IGNATENKO Alexandre (conférence en ligne avec), « Coopération russo-saoudienne dans la lutte contre le terrorisme international (expert) », *Agence Novosti*, 05 février 2007
- POUTINE Vladimir, « La gouvernance unipolaire est illégitime et immorale », discours devant la conférence de Munich sur la sécurité, 10 février 2007
- « Bras de fer entre Moscou et Washington autour du bouclier américain », *Le Monde (avec Reuters et l'AFP)*, 16 février 2007

Articles de revues et presse en anglais

- WEIR Fred et PETERSON Scott, "Russian terrorism prompts power grab, New measures announced yesterday would end direct election of governors in Russia's 89 regions", *Christian Science Monitor*, 14 septembre 2004.
- KONOVALOV Aleksandr, "NATO needs Russia", *The Moscow News*, 25 novembre 2006
- BRIDGE Robert, "Russia's Reckless Liberals Wreak Havoc", *The Moscow News*, 02 janvier 2007

Sites internet

- www.wikipedia.org
- www.rferl.org/securitywatch
- www.rsf.org
- www.msf.ch
- www.groupetchetchenie.org
- www.hrw.org
- www.france24.com
- www.polemia.com
- www.euronews.fr
- www.gcsp.ch
- www.cf2r.org
- www.nato.int/home-fr.htm

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| INTRODUCTION | 1 |
| PREMIERE PARTIE : LA RUSSIE, UN PAYS AU CŒUR DE LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME | 3 |
| 1. Les critiques contre la Russie dans le cadre de la lutte contre le terrorisme : un problème d’image limité? | 3 |
| 11. Des attaques multiples sans réelle efficacité? | 4 |
| 12. Les limites résultant d’un usage galvaudé du « terrorisme » et du contexte géopolitique..... | 9 |
| 2. La lutte contre le terrorisme, une opportunité de partenariats | 13 |
| 21. Un gain en légitimité et une opportunité de partenariats multiples | 13 |
| 22 Des partenariats non dénués de divergences et de rivalités : les exemples de la France et de l’OTAN..... | 17 |
| DEUXIEME PARTIE : UN RENFORCEMENT DE LA RUSSIE | 22 |
| 1. La lutte contre le terrorisme, source d’un renforcement interne | 22 |
| 11. Cohésion du peuple derrière son président | 22 |
| 12. Un contexte favorable au renforcement de l’exécutif..... | 25 |
| 2. Un contexte stratégique favorable à la Russie | 29 |
| 21. Le pragmatisme des relations internationales | 29 |
| 22. Les difficultés américaines..... | 32 |
| CONCLUSION..... | 35 |
| ANNEXES : CARTES..... | 38 |
| ANNEXE 1 : Organisation de coopération de Shanghai | 38 |
| ANNEXE 2 : Organisation de la Conférence Islamique..... | 39 |
| ANNEXE 3 : Organisation du Traité de l’Atlantique Nord, 2005..... | 40 |
| ANNEXE 4 : Stratégies pétrolières et militaires américaines dans la région du Golfe, 2002..... | 41 |

| | |
|-------------------------------------------------------------|----|
| ANNEXE 5 : Etat du Monde, septembre 2006 | 42 |
| ANNEXE 6 : Pétrole dans la région de la Mer Caspienne | 43 |
| ANNEXE 7 : Tchétchénie..... | 44 |
| BIBLIOGRAPHIE | 45 |